

Léon TROTSKY

DÉFENSE DU MARXISME

U.R.S.S., marxisme et bureaucratie

Préface de **Pierre NAVILLE**

Introduction et notes de **Jean-Jacques MARIE**

Traductions

Denis BERGER (anglais)

Jean-Jacques MARIE, Katya DOREY

et **G. VOLOCHINE** (russe)

E. D. I. Paris

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

29, rue Descartes, Paris-5^e

Alexandre Linares

UN ETAT NON-OUVRIER ET NON-BOURGEOIS ?

La forme politique et le contenu social.

Les camarades Burnham et Carter ont de nouveau remis en question la nature de classe de l'Etat soviétique (1). La réponse qu'ils proposent est, à mon avis, complètement fausse. Mais étant donné qu'à la différence de certains ultra-gauches, ces camarades ne tentent pas de substituer les glapissements stridents à l'analyse scientifique, on peut et on doit de nouveau discuter de cette question extrêmement importante.

Burnham et Carter n'oublient pas que la différence essentielle entre l'U.R.S.S. et un Etat bourgeois contemporain s'exprime par le puissant développement des forces productives, résultat de la transformation des formes de propriété. Ils reconnaissent plus loin que « la structure économique telle que l'a établie la révolution d'octobre reste dans son fond inchangée ». Ils en déduisent que le prolétariat soviétique et mondial a le devoir de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme. En cela nous sommes pleinement d'accord avec Burnham et Carter. Mais si importants que soient les points d'accord, ils n'épuisent pas le problème.

(1) Dans un texte publié dans le *Bulletin Intérieur* du Comité d'Organisation pour le Congrès du Parti Socialiste, n° 2, et destiné à être soumis au congrès de fondation du S.W.P.

Sans se solidariser avec les ultra-gauches, Burnham et Carter considèrent cependant que l'U.R.S.S. a cessé d'être un Etat ouvrier « dans le sens traditionnel (?) donné à ce terme par le marxisme ». Mais « la structure économique restant encore fondamentalement inchangée » l'U.R.S.S. n'est pas non plus devenue un Etat bourgeois. Burnham et Carter se refusent en même temps — et on ne peut que les en féliciter — à considérer la bureaucratie comme une classe indépendante. Ces postulats incompatibles entre eux aboutissent à ce que, comme chez les staliniens, l'Etat soviétique n'est plus l'organisme d'une domination de classe. Qu'est-il donc ?

Nous avons ainsi sous les yeux une nouvelle tentative de réviser la théorie de classe de l'Etat. Nous ne sommes, bien sûr, pas des fétichistes. Si de nouveaux faits historiques exigent une révision de la théorie, nous ne nous arrêterons pas devant cette nécessité. Mais l'expérience lamentable des vieilles révisions doit, en tout état de cause, nous inspirer une prudence salvatrice. Nous pèserons dix fois la vieille théorie et les faits nouveaux avant d'élaborer une nouvelle doctrine.

Burnham et Carter le remarquent eux-mêmes en passant : l'Etat du prolétariat peut, en fonction de conditions objectives et subjectives « trouver son expression dans un nombre considérable de formes gouvernementales variées ». Ajoutons pour la clarté des choses : et à travers la lutte libre de divers partis à l'intérieur des soviets et à travers la concentration de fait du pouvoir entre les mains d'un seul individu. La dictature personnelle représente, bien entendu, le symptôme d'un extrême danger pour le régime. Mais, en même temps, elle apparaît parfois comme le seul moyen de sauver ce régime. La nature de classe de l'Etat se définit en conséquence, non pas par ses formes politiques, mais par son contenu social, c'est-à-dire par le caractère des formes de propriété et des rapports de production que l'Etat en question protège et défend.

Burnham et Carter ne nient pas cela en principe. Ils se refusent néanmoins à voir dans l'Union soviétique un Etat ouvrier et ce pour deux raisons, l'une de caractère économique, l'autre de caractère politique : « Au cours de l'année passée, écrivent-ils, la bureaucratie s'est définitivement placée sur la voie de la destruction, de l'économie planifiée et nationalisée » (elle n'a fait que « se placer sur la voie de » ?). Nous apprenons plus loin que le cours du développement « amène la bureaucratie à se heurter sans cesse plus et de plus en plus profondément aux besoins et aux intérêts de l'économie nationale » (il ne fait encore que « l'amener » ?).

La contradiction entre la bureaucratie et l'économie s'observait déjà auparavant, mais au cours de l'année passée « les actes de la bureaucratie sabotent activement le plan et ruinent le monopole d'Etat » (« ruinent » seulement ; ils ne l'ont pas encore détruit ?).

Le deuxième argument a, nous l'avons dit, un caractère politique : « Le concept de dictature du prolétariat ne constitue pas une catégorie essentiellement économique mais d'abord politique (...) Toutes les formes, tous les organismes, toutes les institutions de l'Etat de classe du prolétariat sont aujourd'hui détruits et cela signifie que l'Etat de classe du prolétariat est détruit ». Ce deuxième argument considéré isolément paraît inattendu après les développements sur les « formes diverses » du régime prolétarien. Bien entendu la dictature du prolétariat est non seulement « essentiellement » mais totalement et entièrement une « catégorie politique ». Cependant la politique elle-même n'est que de l'économie concentrée. La domination de la social-démocratie dans l'Etat et dans les soviets (en Allemagne en 1918-1919) n'avait rien de commun avec la dictature du prolétariat dans la mesure où elle laissait intacte la propriété bourgeoise. En revanche un régime qui réserve la propriété expropriée et nationalisée contre l'impérialisme, cela c'est, indépendamment des formes politiques, la dictature du prolétariat.

Burnham et Carter le reconnaissent « en général ». C'est pourquoi ils accouplent un argument économique et un argument politique. La bureaucratie, affirment-ils, non seulement a définitivement exproprié le prolétariat du pouvoir politique, mais elle a aussi engagé l'économie dans une impasse. Si dans la période précédente la bureaucratie, malgré ses traits réactionnaires, a joué un rôle relativement progressiste, en revanche au cours de la dernière période elle s'est définitivement transformée en un facteur réactionnaire. Ce jugement comporte un noyau sain qui correspond pleinement à toutes les appréciations et à tous les pronostics de la Quatrième Internationale. Nous avons plus d'une fois rappelé que « l'absolutisme éclairé » avait joué un rôle progressiste dans le développement de la bourgeoisie pour se transformer en frein de ce développement. Une révolution, on le sait, régla le conflit. Le « despotisme éclairé », avons-nous écrit, peut jouer un rôle progressiste dans la formation de l'économie socialiste pendant une période de temps infiniment plus courte (2). Ce

2) Trotsky fait sans doute ici allusion aux analyses qu'il développa de 1929 à 1932 sur la nature « centrisme » de l'appareil stalinien

pronostic se confirme manifestement sous nos yeux. Trompée par ses propres succès, la bureaucratie escomptait atteindre un coefficient sans cesse plus grand du développement économique... Cependant elle s'est heurtée à une profonde crise de l'économie qui constitue l'une des sources de sa panique actuelle et de la répression déchaînée. Cela signifie-t-il que les forces productives en U.R.S.S. ont déjà cessé de croître ? Nous ne pouvons avancer pareille affirmation. Les possibilités créatrices de l'économie nationalisée sont si grandes que les forces productrices, malgré le frein bureaucratique, sont encore capables de se développer pendant de nombreuses années, mais à un rythme de progression beaucoup plus modéré que jusqu'à maintenant. Il n'est guère possible d'avancer aujourd'hui un pronostic précis à ce propos. En tout cas la crise *politique* qui déchire la bureaucratie est en ce moment beaucoup plus dangereuse pour elle que la perspective d'un arrêt du développement des forces productives.

Pour simplifier la question nous pouvons cependant admettre que la bureaucratie est devenue aujourd'hui un frein absolu au développement économique. Par lui-même ce fait signifie-t-il pourtant que la nature de classe de l'U.R.S.S. a changé ou que l'U.R.S.S. serait privée de toute nature de classe ? Là réside, à mon sens, l'erreur principale de nos camarades...

La société bourgeoise a développé les forces productives jusqu'à la guerre mondiale. Ce n'est qu'au cours du dernier quart de siècle que la bourgeoisie est devenue un frein absolu à leur développement. Cela signifie-t-il cependant que la société bourgeoise a cessé d'être bourgeoise ? Non. Cela signifie seulement qu'elle est devenue une société bourgeoise *pourrissante*. Dans toute une série de pays le maintien de la propriété bourgeoise n'est apparu possible qu'à travers l'instauration d'un régime fasciste. En d'autres termes la bourgeoisie s'est privée de toutes les formes et de tous les moyens de domination politique directe. Cela signifie-t-il cependant que l'État a cessé d'être bourgeois ? Non, dans la mesure où le fascisme protège par ses méthodes barbares la propriété privée des

ou centrisme bureaucratique), débouchant sur une forme de bonapartisme, centrisme dont il caractérisait ainsi la conduite politique dans ces quelques lignes : « Sous le fouet de l'opposition, l'appareil stalinien saute d'un côté et d'autre (...) Staline combat actuellement les droitiers parce qu'il subit le fouet de l'Opposition Il le fait en centriste obligé de protéger sa position intermédiaire En ce sens fort limité, l'appareil, contraint de réaliser la collectivisation et l'industrialisation, joue un rôle de despote éclairé au-dessus des classes. » (24 avril 1929, in TROTSKY, *Ecrits*, T 1, M. Rivière, Paris 1955, p. 70.)

moyens de production et dans la mesure où l'Etat, sous le fascisme, reste bourgeois.

Nous n'avons nullement l'intention de donner à notre analogie une signification exhaustive. Mais elle montre cependant que la concentration du pouvoir entre les mains de la bureaucratie et l'arrêt imposé au développement des forces productives ne changent pas par eux-mêmes la nature de classe de la société et de son Etat. Seule l'intervention de la violence révolutionnaire ou contre-révolutionnaire dans le domaine de la propriété peut modifier cette nature (3).

Mais l'histoire ne connaît-elle pas de cas d'opposition entre l'Etat et l'économie ? Si ! Lorsque le tiers état s'empara de l'Etat, la société resta féodale quelques années encore. Pendant les premiers mois du régime soviétique le prolétariat dirigeait une économie bourgeoise. La dictature du prolétariat s'est appuyée pendant plusieurs années et s'appuie encore dans une certaine mesure sur une économie petite-bourgeoise. En cas de triomphe de la contre-révolution bourgeoise en U.R.S.S. le gouvernement devrait pendant une longue période s'appuyer sur l'économie nationalisée. Mais que signifie une contradiction temporaire de cette nature entre l'Etat et l'économie ? Elle signifie la *révolution* ou la *contre-révolution*.

La victoire qu'une classe remporte sur l'autre vise précisément à reconstruire l'économie dans le sens des intérêts du vainqueur. Mais une telle situation de bifurcation qui constitue un moment nécessaire de toute révolution sociale n'a rien de commun avec la théorie de l'Etat sans classes qui exploite un fondé de pouvoir, à savoir le bureaucrate, faute d'un véritable patron.

La norme et le fait.

Ce qui empêche de nombreux camarades de porter une appréciation sociologique correcte de l'U.R.S.S. c'est qu'ils substituent une approche subjective et normative de la question à une approche objective et dialectique. Burnham et Carter disent ainsi — et ce n'est pas un hasard — que l'on ne peut considérer l'Union soviétique comme un Etat ouvrier « dans le sens traditionnel donné à ce terme par le marxisme ».

(3) Le *New Leader* de Londres, dirigé par Fenner Brockway, écrit dans un éditorial du 12 novembre de cette année (1937) : « L'I.L.P. n'accepte pas l'affirmation des trotskystes que les fondements économiques du socialisme sont abolis en Russie soviétique ». Que dire de ces gens ? Ils ne comprennent pas les idées des autres parce qu'ils n'en n'ont pas à eux. Ils ne sont capables que de semer la confusion dans la tête des travailleurs. (L. T.)

Cela signifie tout simplement que l'U.R.S.S. ne répond pas aux normes de l'Etat ouvrier telles que notre programme les établit. Cela ne souffre pas de discussion. Notre programme repose sur un développement progressiste de l'Etat ouvrier et par là-même sur sa disparition graduelle. L'histoire qui n'agit pas toujours conformément au programme nous a confrontés à un processus de dégénérescence de l'Etat ouvrier. Cela signifie-t-il cependant que l'Etat ouvrier entré en contradiction avec les exigences de notre programme a cessé par là-même d'être un Etat ouvrier ? Un foie empoisonné par la malaria ne correspond pas au type normal de foie. Mais il ne cesse pas pour autant d'être un foie. L'anatomie et la physiologie ne suffisent pas pour comprendre sa nature. Il y faut ajouter la pathologie. Il est évidemment plus facile de dire à la vue d'un foie malade « cet objet ne me plaît pas » et de lui tourner le dos. Cependant un médecin ne peut se permettre pareil luxe. Il doit découvrir dans les conditions de la maladie elle-même et dans la déformation de l'organe suscitée par cette maladie les moyens thérapeutiques de la guérison (la « réforme ») ou de l'intervention chirurgicale (la « révolution »). Pour cela il doit avant tout clairement comprendre que l'organe difforme est un foie malade et non quelque chose d'autre.

Prenons cependant une comparaison plus proche : comparons l'Etat ouvrier et le syndicat. Du point de vue de notre programme le syndicat doit être une organisation de lutte de classe. Quelle attitude adopter alors vis-à-vis de l'American Federation of Labor (A.F.L.) ? Ses dirigeants sont des agents notoires de la bourgeoisie. Sur toutes les questions fondamentales Messieurs Green, Voll et compagnie mènent une politique directement contradictoire avec les intérêts du prolétariat. (4) On peut pousser plus loin l'analogie et déclarer que si, avant la formation du C.I.O., l'A.F.L. effectuait encore jusqu'à un certain point un travail progressiste, aujourd'hui que l'activité essentielle de l'A.F.L. consiste à lutter contre les tendances progressistes (ou moins réactionnaires) du C.I.O., l'appareil de Green est devenu définitivement un facteur réactionnaire. Ce sera parfaitement juste. Mais il ne s'ensuit nullement que l'A.F.L. cesse d'être une organisation syndicale.

Le caractère de classe de l'Etat est défini par son rapport avec les formes de propriété des moyens de production. Ce

(4) William GREEN (1873-1952) : président de l'American Federation of Labor, centrale syndicale réformiste et droitière, fédérant des syndicats de « métiers ». Exclut en 1936 la gauche de l'A.F.L. qui forma le « C.I.O. » (Committee for Industrial Organisation) et Mathew

qui définit une organisation ouvrière comme syndicat c'est son rapport avec la répartition du revenu national. Le fait que Green et Cie défendent la propriété privée des moyens de production les définit comme des bourgeois. Si en plus de cela ces messieurs défendaient les bénéfices de la bourgeoisie contre tous les attentats de la part des travailleurs, c'est-à-dire s'ils luttaienent contre les grèves, contre les augmentations de salaires, contre l'aide aux chômeurs, nous aurions alors à faire à une organisation de jaunes et non pas à un syndicat. D'ailleurs pour ne pas rompre avec leur base, Green et Cie sont contraints, dans certaines limites, de diriger le combat des travailleurs pour l'augmentation des salaires ou au moins contre la diminution de la part qui leur est réservée dans le revenu national. Ce signe objectif suffit pour nous permettre de tracer dans toutes les occasions importantes une ligne de démarcation entre les syndicats les plus réactionnaires et les organisations jaunes. Nous sommes contraints par là-même non seulement de nous battre au sein de l'A.F.L. mais encore de défendre l'A.F.L. contre les jaunes, le Klu-Klux-Klan. etc.

La fonction de Staline comme celle de Green a un caractère double. Staline sert la bureaucratie et par là-même la bourgeoisie mondiale, mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver le fondement social que la bureaucratie exploite dans ses propres intérêts. Dans cette mesure Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. Il réalise cependant cette défense par des méthodes qui préparent l'effondrement général de la société soviétique. C'est pourquoi il faut renverser la clique stalinienne. Mais c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit la renverser. Il ne peut confier cette tâche aux impérialistes. Le prolétariat défend l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, malgré Staline.

Le développement historique nous a habitués à voir devant nous les syndicats les plus divers : des syndicats combattifs, réformistes, révolutionnaires, réactionnaires et catholiques. Il en va autrement avec l'Etat ouvrier. C'est la première fois que nous assistons à une pareille expérience. D'où la tendance à envisager l'U.R.S.S. exclusivement sous l'angle des *normes* du programme révolutionnaire. En même temps l'Etat ouvrier est un *fait* objectif, historique qui est soumis à l'action de différentes forces historiques entrées en totale contradiction avec les normes « traditionnelles ».

VOLL, « Un des bureaucrates les plus impénitents de l'A.F.L. [...] bureaucrate endurci et "anti-communiste" forcené » (D. GUERIN, *Où va le peuple américain*, Paris, Julliard, 1950, pp. 214 et 289).

Les camarades Burnham et Carter ont tout à fait raison de dire que Staline et Cie servent la bourgeoisie internationale par leur politique. Mais il faut replacer cette idée juste dans des conditions déterminées de temps et de lieu. Hitler sert lui aussi la bourgeoisie. Il y a cependant une différence entre les fonctions de Staline et celles de Hitler : ce dernier défend les formes bourgeoises de la propriété. Staline adapte les intérêts de la bureaucratie aux formes prolétariennes de la propriété. Le même Staline en Espagne — c'est-à-dire sur le terrain du régime bourgeois — remplit la fonction d'Hitler (dans le domaine des méthodes politiques ils se différencient en général peu l'un de l'autre). La comparaison des rôles sociaux différents du seul et même Staline en U.R.S.S. et en Espagne montre assez bien à la fois que la bureaucratie ne constitue pas une classe indépendante mais un instrument des classes : et qu'il est impossible de définir la nature sociale de la bureaucratie par sa vertu ou par sa bassesse.

Bureaucratie bourgeoise d'un Etat ouvrier ?

L'affirmation que la bureaucratie d'un Etat ouvrier a un caractère bourgeois doit apparaître non seulement incompréhensible, mais tout simplement absurde aux gens à l'esprit formaliste.

Cependant il n'a jamais existé et il n'existe pas d'Etat chimiquement pur. La monarchie prussienne semi-féodale a rempli les tâches politiques les plus importantes de la bourgeoisie, mais elle les a remplies à sa manière, c'est-à-dire dans un style féodal et non pas jacobin. Nous observons aujourd'hui au Japon un rapport analogue entre le caractère bourgeois de l'Etat et le caractère semi-féodal de la caste dirigeante. Tout cela n'empêche pas que nous n'établissions de distinction assez nette entre la société féodale et la société bourgeoise. On peut objecter, il est vrai, que la collaboration des forces féodales et bourgeoises est infiniment plus facile à réaliser que la collaboration des forces bourgeoises et prolétariennes. Car dans le premier cas nous avons affaire à deux formes de l'exploitation de classe. Mais l'Etat ouvrier ne crée pas une société nouvelle en une seule journée.

Marx écrivait que dans la première période de son existence les normes *bourgeoises* de répartition subsistent au sein de l'Etat ouvrier (5). Il faut bien méditer cette idée et jusqu'au

(5) Cf. à ce sujet, *La Révolution trahie*, le chapitre sur « le socialisme d'Etat », (L. T.), *op. cit.*, p. 53.

fond. L'Etat ouvrier lui-même en tant qu'*Etat* est nécessaire, précisément parce que les normes bourgeoises de répartition restent en vigueur. La bureaucratie représente l'organe de cette répartition. Cela signifie que même la bureaucratie la plus révolutionnaire représente jusqu'à un certain point un organisme bourgeois dans l'Etat ouvrier.

Bien entendu ce qui a un sens décisif c'est le *degré* de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement. Si l'Etat ouvrier se débureaucratise et se réduit progressivement à rien, le développement va donc dans le sens du socialisme. Au contraire, si la bureaucratie devient de plus en plus puissante, autoritaire, privilégiée et conservatrice, c'est donc que les tendances bourgeoises dans l'Etat ouvrier se développent au détriment des tendances socialistes ; en d'autres termes alors la contradiction interne qui existe *jusqu'à un certain degré* dans l'Etat ouvrier dès les premiers jours de sa constitution ne diminue pas comme l'exige la « norme » mais croît. Jusqu'alors cependant aussi longtemps que cette contradiction n'a pas dépassé le domaine de la répartition pour entrer dans celui de la production et n'a pas fait exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste ouvrier.

Lénine disait il y a quinze ans : « Nous avons un Etat ouvrier mais avec des déformations bureaucratiques ». Les déformations bureaucratiques constituaient alors l'héritage direct du régime bourgeois et, en ce sens, apparaissaient comme un simple résidu. Sous l'influence des conditions historiques défavorables, le « résidu » bureaucratique s'est cependant vu alimenter par de nouvelles sources et s'est transformé en un facteur historique énorme. C'est précisément pourquoi nous parlons aujourd'hui de la *dégénérescence* de l'Etat ouvrier. Cette dégénérescence, comme le montre l'actuelle bacchanale de terreur bonapartiste, s'approche du point critique. Ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique se prépare aujourd'hui à dévorer l'Etat ouvrier sans en laisser une miette et à dégager sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe dirigeante. Une telle possibilité s'est considérablement rapprochée, mais ce n'est encore qu'une possibilité et nous ne sommes pas prêts à nous incliner d'avance devant elle.

Pour la dialectique!

L'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier ne répond pas à la norme « traditionnelle ». Cela ne signifie pas encore qu'elle n'est pas un Etat ouvrier. Mais cela ne signifie pas non plus que la norme s'est avérée fautive. La « norme » est définie en fonction de la victoire du prolétariat international. Or l'U.R.S.S. n'est

qu'une expression partielle et défigurée de l'Etat ouvrier, arriéré et isolé.

Un mode de pensée « purement » normatif, idéaliste et ultimatisiste veut construire le monde à son image et se détourner tout simplement des phénomènes qui lui déplaisent. Seuls les sectaires, c'est-à-dire les gens qui ne sont révolutionnaires que dans leur propre imagination, se laissent guider par de pures normes idéales. Ils disent : ces syndicats ne nous plaisent pas, nous ne les défendons pas. Ils promettent à chaque fois de recommencer l'histoire à zéro. Ils édifieront, voyez-vous, un Etat ouvrier, quand le bon dieu leur mettra entre les mains un parti idéal et des syndicats idéaux. En attendant cet heureux moment ils font le plus possible la moue devant la réalité. Faire vigoureusement la moue telle est l'expression la plus haute du « révolutionnarisme » sectaire.

Un mode de pensée purement historique, réformiste, menchévique, passif, conservateur s'acharne, suivant l'expression de Marx, à justifier l'ordure actuelle par l'ordure d'hier. Les représentants de ce type de pensée entrent dans les organisations de masse pour s'y dissoudre. Les méprisables « amis » de l'U.R.S.S. s'adaptent aux bassesses de la bureaucratie en renvoyant aux conditions historiques.

En opposition à ces deux types de pensée, le mode de pensée dialectique, marxiste, bolchévique appréhende les phénomènes dans leur développement objectif et en même temps trouve dans les contradictions internes de ce développement le soutien qui permette de réaliser ses « normes ». Il est bien évidemment impossible de l'oublier, ce faisant : on ne peut espérer voir se réaliser les normes programmatiques que si elles représentent l'expression généralisée des tendances progressistes du processus objectif lui-même.

On peut donner du syndicat à peu près la définition programmatique suivante : organisation des travailleurs d'une corporation ou d'une industrie qui se donne pour objectif : 1) de lutter contre le capital pour améliorer la situation des travailleurs ; 2) de participer à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie ; 3) de participer à l'organisation de l'économie sur des fondements socialistes. Si nous comparons cette réalité « normative » et la réalité effective nous paraissions contraints d'affirmer : il n'existe pas au monde un seul syndicat. Mais semblable façon d'opposer les normes et le fait, c'est-à-dire l'expression généralisée du développement et une manifestation particulière de ce même développement, semblable opposition formelle, ultimatisiste et non-dialectique entre le programme et la réalité est totalement privée de vie et n'ouvre aucune voie à l'intervention du parti révolution-

naire. En même temps les actuels syndicats opportunistes *peuvent* sous l'impact de la décadence du capitalisme et *doivent*, si nous menons une politique correcte dans les syndicats, se rapprocher de nos normes programmatiques et jouer un rôle historique progressiste. Cela suppose bien entendu un changement complet de direction. Il est nécessaire que les travailleurs des USA, de France, d'Angleterre réussissent à chasser Green, Citrine (6), Jouhaux (7) et Cie. Si le prolétariat réussit à chasser à *temps* la bureaucratie soviétique il trouvera au lendemain de sa victoire les moyens de production nationalisés et les éléments essentiels de l'économie planifiée. Cela signifie qu'il n'aura pas à tout recommencer à zéro. Avantage énorme! Seuls des dandys radicaux habitués à sautiller avec insouciance de branche en branche peuvent mépriser à la légère une pareille possibilité. La révolution socialiste est une tâche trop grandiose pour que l'on puisse d'un cœur léger balayer d'un revers de main ses inestimables conquêtes matérielles et recommencer tout à zéro.

C'est une excellente chose que les camarades Burnham et Carter, à la différence de notre camarade français Craipeau et de toute une série d'autres, n'oublient pas le facteur que constituent les forces productives et ne se refusent pas à défendre l'Union soviétique. Mais c'est une position tout à fait insuffisante. Et si la direction criminelle de la bureaucratie arrête le développement de l'économie? Est-ce que dans ce cas les camarades Burnham et Carter laisseront l'impérialisme détruire les bases sociales de l'U.R.S.S.? Nous sommes sûrs que non. Cependant leur définition non-marxiste de l'U.R.S.S. caractérisée comme un Etat non-ouvrier et non-bourgeois, ouvre la porte à *toutes sortes* de déductions.

Classe dirigeante et en même temps opprimée

« Comment notre conscience politique pourrait-elle ne pas s'indigner, disent les ultra-gauches, lorsque l'on veut nous forcer à croire qu'en U.R.S.S., sous le régime de Staline, le prolétariat est la classe « dirigeante »? Sous une forme aussi abstraite, pareille affirmation est effectivement susceptible de susciter l'indignation. Mais le problème est que les catégories

(6) Walter CITRINE (né en 1887). Secrétaire général du British Trade Union Congress, l'organisation syndicale britannique, de 1926 aux lendemains de la seconde guerre mondiale. Lorsqu'il quitta son poste de secrétaire général en 1946 la reine l'anoblit.

(7) Léon JOUHAUX (1870-1954). Dirigeant de la C.G.T. depuis la première guerre mondiale; anarcho-syndicaliste jusqu'à la déclaration de la guerre, devint social-patriote du jour au lendemain. L'un des inspirateurs de Force Ouvrière en 1947.

abstraites, nécessaires dans le processus de l'analyse, ne conviennent pas du tout pour la synthèse qui exige le caractère concret le plus grand possible. Le prolétariat soviétique constitue la classe dirigeante dans un pays *arriéré* où les biens matériels de première nécessité sont produits en nombre insuffisant. Le prolétariat de l'U.R.S.S. domine dans un pays qui ne représente que le douzième de l'humanité ; l'impérialisme domine les onze autres douzièmes. La domination du prolétariat, déjà déformée par l'arriération et la pauvreté du pays, est encore deux ou trois fois plus déformée par la pression de l'impérialisme mondial. L'organe de la domination du prolétariat — l'Etat — devient ainsi l'organe de la pression de l'impérialisme (la diplomatie, l'armée, le commerce extérieur, les idées et les mœurs). A l'échelle de l'histoire la lutte pour la domination ne se déroule pas entre le prolétariat et la bureaucratie mais entre le prolétariat et la bourgeoisie mondiale. Dans cette lutte la bureaucratie n'est qu'un mécanisme de transmission. La lutte n'est pas terminée. Malgré tous les efforts que la clique moscovite déploie pour démontrer qu'elle représente une force conservatrice sûre (cf. la politique de Staline en Espagne) l'impérialisme mondial ne fait pas confiance à Staline ; il ne lui épargne pas les camoufflets humiliants et il est prêt à le renverser à la première circonstance favorable. Hitler — là est sa force — ne fait qu'exprimer de façon plus conséquente et plus franche le rapport qui lie la bourgeoisie mondiale à la bureaucratie soviétique. La bourgeoisie, qu'elle soit fasciste ou démocratique, ne peut se satisfaire des exploits contre-révolutionnaires isolés de Staline ; elle a besoin de la contre-révolution complète dans les rapports de propriété et de l'ouverture du marché russe. Tant qu'elle n'obtient pas cela, elle considère l'Etat soviétique comme un adversaire. Et elle a raison.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux le régime intérieur a un caractère principalement bourgeois. Mais la pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays que la bourgeoisie nationale (même dans les pays politiquement indépendants de l'Amérique du Sud) n'arrive que partiellement à la situation de classe dirigeante. La pression de l'impérialisme sur les pays arriérés ne change pas, en vérité, leur caractère social *fondamental*, car le sujet et l'objet de la pression ne représentent que des niveaux différents du développement d'une seule et même société bourgeoise. Néanmoins la différence entre l'Angleterre et l'Inde, le Japon et la Chine, les U.S.A. et le Mexique est si grande que nous établissons une distinction rigoureuse entre les pays bourgeois oppresseurs et

opprimés et que nous considérons comme de notre devoir de soutenir les seconds contre les premiers. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux représente une classe à demi-dirigeante à demi-opprimée.

La pression de l'impérialisme sur l'Union soviétique vise à modifier la nature même de la société soviétique. Cette lutte — aujourd'hui pacifique, demain militaire — découle des formes de propriété. En tant que mécanisme de transmission de cette lutte, la bureaucratie s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat pour accroître sa propre puissance. En même temps elle exploite impitoyablement son rôle de distributeur des chiches biens matériels pour garantir sa prospérité et sa puissance. Par là-même la domination du prolétariat prend un caractère rogné, faussé, déformé. On est pleinement fondé à dire que le prolétariat *dominant* dans un seul pays arriéré et isolé y reste cependant une classe *exploitée*. L'impérialisme mondial représente la source de l'oppression, la bureaucratie fonctionnant comme mécanisme de transmission de cette oppression. S'il y a une contradiction dans les mots « classe dirigeante et opprimée » cette contradiction ne découle pas d'erreurs de pensée, mais d'une contradiction dans la situation même de l'U.R.S.S. C'est précisément pourquoi nous reponsions la théorie du socialisme dans un seul pays.

Reconnaître en l'U.R.S.S. un Etat ouvrier — non pas le type de cet Etat mais une déformation du type — ne signifie absolument pas que l'on accorde à la bureaucratie soviétique une amnistie théorique et politique ; au contraire son caractère réactionnaire apparaît pleinement à la lumière de la contradiction entre sa politique antiprolétarienne et les exigences de l'Etat ouvrier. Seule une telle façon de poser le problème donne sa pleine force motrice à notre activité visant à démasquer les crimes de la clique stalinienne. Défendre l'U.R.S.S. c'est non seulement lutter sans réserve contre l'impérialisme mais préparer le renversement de la bureaucratie bonapartiste.

L'expérience de l'U.R.S.S. souligne l'ampleur des possibilités que l'Etat ouvrier recèle en lui, et la vigueur de sa capacité de résistance. Mais cette expérience démontre aussi la puissance de la pression exercée par le capital et par son agence bureaucratique, la difficulté qu'éprouve le prolétariat à parvenir à son émancipation totale et l'importance que revêt la tâche d'éduquer et de tremper la nouvelle Internationale dans l'esprit d'une lutte révolutionnaire implacable.

The first of these is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The second is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The third is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The fourth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The fifth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The sixth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The seventh is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The eighth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The ninth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The tenth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public.

Alexandre Linares

The first of these is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The second is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The third is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The fourth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The fifth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The sixth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The seventh is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The eighth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The ninth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public. The tenth is the fact that the medical profession has been largely unresponsive to the needs of the public.

L'U.R.S.S. DANS LA GUERRE

Le pacte germano-soviétique et la nature de l'U.R.S.S.

Peut-on, après la signature du pacte germano-soviétique, reconnaître en l'U.R.S.S un Etat ouvrier ? La nature de l'Etat soviétique suscite à nouveau la discussion dans notre milieu. Ce n'est pas étonnant. Nous avons sous nos yeux la première expérience d'un Etat ouvrier dans l'histoire. Ce phénomène n'a encore jamais été nulle part étudié. Dans le problème de la nature de l'U.R.S.S les erreurs découlent, d'ordinaire, comme nous l'avons déjà écrit, de la substitution d'une norme programmatique au fait historique. Le fait concret s'est séparé de la norme. Cela ne signifie cependant pas qu'il ait renversé la norme ; au contraire, d'un autre point de vue, il l'a confirmée. La dégénérescence du premier Etat ouvrier, dégénérescence que nous avons définie et expliquée ne fait qu'indiquer avec plus de force ce que doit être un Etat ouvrier et ce qu'il peut être et ce qu'il sera dans des conditions historiques données. La contradiction entre le fait historique et la norme nous a contraints non pas à nier la norme mais, au contraire, à lutter pour elle par la voie révolutionnaire. Le programme de la révolution en U.R.S.S. est défini d'un côté par notre appréciation de l'U.R.S.S. comme fait historique objectif et, de l'autre, par la norme que constitue l'Etat ouvrier. Nous ne disons pas « Tout est fichu, il faut tout recommencer à

zéro ! ». Nous indiquons clairement quels sont les éléments de l'Etat ouvrier qui peuvent à un stade donné être préservés, maintenus et développés.

S'efforcer aujourd'hui de démontrer que le pacte germano-soviétique modifie notre appréciation de l'Etat soviétique c'est se placer au fond sur les positions mêmes de l'Internationale communiste ou plus exactement sur les positions qu'avait hier l'Internationale communiste. La lutte pour la démocratie impérialiste apparaît, conformément à cette logique, comme la mission historique du gouvernement ouvrier. La « trahison » des démocraties en faveur du fascisme prive alors l'U.R.S.S. du nom d'Etat ouvrier. En fait la signature d'un accord avec Hitler ne fait que mesurer une fois de plus le degré de décomposition de la bureaucratie soviétique et la profondeur de son mépris pour la classe ouvrière internationale, ainsi que pour l'Internationale communiste, mais elle ne donne aucune raison de réviser l'appréciation sociologique de l'U.R.S.S.

Divergences politiques ou terminologiques.

Commençons par poser le problème de la nature de l'Etat soviétique non pas sur le plan abstrait et sociologique, mais sur celui des tâches concrètes et politiques. Admettons un instant que la bureaucratie soit une nouvelle « classe » et que l'actuel régime de l'U.R.S.S. soit un système particulier d'exploitation de classe. Quelles nouvelles conclusions politiques découlent pour nous de ces analyses ? La Quatrième Internationale a depuis longtemps reconnu la nécessité de renverser la bureaucratie par une insurrection révolutionnaire des travailleurs. Ceux qui déclarent que la bureaucratie est une « classe » exploiteuse ne proposent et ne peuvent rien proposer d'autre. L'objectif que le renversement de la bureaucratie doit permettre d'atteindre c'est le rétablissement du pouvoir des soviets d'où la bureaucratie actuelle sera chassée. (1) Nos critiques de gauche

(1) Voici la façon dont le *Programme de transition* pose le problème de l'expulsion de la bureaucratie hors des soviets et de la régénération de la démocratie soviétique : « S'il n'est pas possible de nier par avance la possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un « front unique » avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste, la principale tâche politique en U.R.S.S. reste, malgré tout, le RENVERSERMENT DE LA BUREAUCRATIE THERMIDORIENNE ELLE-MÊME. Le prolongement de sa domination ébranle chaque jour davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît les chances de restauration capitaliste. C'est dans le même sens qu'agit aussi l'Internationale com-

ne peuvent proposer et ne proposent rien d'autre (2). L'aide à la révolution internationale et la construction de la société socialiste, telles seront les tâches des soviets régénérés. Le renversement de la bureaucratie suppose donc que soient

muniste, agent et complice de la clique stalinienne dans l'étranglement de la révolution espagnole et dans la démoralisation du prolétariat international.

De même que dans les pays fascistes, la principale force de la bureaucratie n'est pas en elle-même, mais dans le découragement des masses, dans leur manque d'une perspective nouvelle. De même que dans les pays fascistes, dont l'appareil politique de Staline ne se distingue en rien, sinon par une plus grande frénésie, seul un travail préparatoire de propagande est actuellement possible en U.R.S.S. De même que dans les pays fascistes, ce sont les événements extérieurs qui donneront vraisemblablement l'impulsion au mouvement révolutionnaire des ouvriers soviétiques. La lutte contre l'I.C. sur l'arène mondiale est actuellement la plus importante partie de la lutte contre la dictature stalinienne. Bien des choses permettent de croire que la désagrégation de l'I.C., qui n'a pas d'appui direct dans la Guépéou, précédera la chute de la clique bonapartiste et de toute la bureaucratie thermidorienne en général.

La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la reconnaissance et l'épanouissement de la DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Gœbbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ÊTRE CHASSÉES DES SOVIETS. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhoses, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LÉGALISATION DES PARTIS SOVIÉTIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques » (*Programme de transition*, Paris, *La Vérité*, 1969, pp. 32-33.)

(2) Rappelons que certains des camarades enclins à voir dans la bureaucratie une nouvelle classe se sont élevés en même temps contre son exclusion des soviets. (L. T.)

Trotsky fait ici allusion à une discussion qu'il eut avec John Carter le militant américain qui avait, en décembre 1937, présenté avec Burnham un texte mettant en question la définition de l'U.R.S.S. comme « Etat ouvrier ». Après la publication du projet de *Programme de transition*, John Carter écrivit à Trotsky une lettre où il contestait la justesse du mot d'ordre : « La bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des Soviets ». Trotsky résume les arguments de cette lettre dans l'article qu'il écrivit le 4 juillet 1938 pour y répondre (*Writings of Leon Trotsky, 1938-1939*, New York, Merit Publishers, 1970, pp. 53-54) et qui fut publié dans le *Bulletin intérieur du S.W.P.*

préservées la propriété de l'Etat et l'économie planifiée. Là est le nœud de tout le problème.

Bien entendu la répartition des forces productives entre les différentes branches de l'économie et tout le contenu du plan en général changeront profondément, lorsque le plan sera défini par les intérêts non point de la bureaucratie mais par ceux des producteurs eux-mêmes. Comme il s'agit toujours du renversement d'une oligarchie parasitaire accompagné du maintien de la propriété nationalisée (d'Etat) nous définissons la prochaine révolution comme une révolution *politique*. Certains de nos critiques (Ciliga (3), Bruno R... (4), etc.) veulent à toute force la définir comme une révolution *sociale*.

(3) Anton CILIGA : Militant socialiste Croate, adhéra au mouvement communiste de Yougoslavie en 1919. Devint en 1925 membre du Bureau politique du Parti communiste de Yougoslavie, en 1926 devint membre du bureau balkanique de l'Internationale communiste. En décembre 1926 assista au plenum élargi du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Appartenant à la fraction gauche du parti communiste yougoslave, Ciliga se trouva au nombre des militants yougoslaves qui, réunis à Moscou en février 1929, condamnèrent la « couardise » de la direction de l'Internationale et de ses émissaires yougoslaves lors du coup d'Etat fasciste de la « main blanche ». Il se rallia alors à l'opposition de gauche. Arrêté en mai 1930 et déporté en Sibérie, il fut libéré en décembre 1935 et fut expulsé. Il publia en 1938 un ouvrage intitulé : *Au pays du mensonge déconcertant*, où il affirmait : « Dans la Russie actuelle l'exploitation capitaliste, l'oppression politique et même l'esclavage se marient à un progrès économique certain. » Il y raconte les discussions menées dans la prison l'« isolateur politique » de Verkhné-Ouralsk, en 1931-1932 au sein des groupes de déportés de l'opposition de gauche ou voisins. Une minorité « trotskyste » à laquelle Ciliga appartient se prononce pour la révision de la nature de classe de l'U.R.S.S. :

« La première question discutée fut celle du caractère de l'Etat soviétique. Est-ce un Etat ouvrier et socialiste ? Sinon quelle classe représente-t-il ? La discussion dura plus de six mois. Nous avions encore une arrière-pensée qui nous déconseillait toute hâte : nous espérions qu'entre temps Trotsky passerait le Rubicon et nierait le caractère ouvrier de l'Etat stalinien. Beaucoup d'entre nous étaient déjà persuadés qu'il n'y avait pas trace de « dictature du prolétariat » en U.R.S.S. (...) Les « négateurs » de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. présentèrent deux résolutions distinctes. Les uns trouvaient qu'il n'y avait plus de dictature prolétarienne en U.R.S.S., mais que les « fondements économiques de la Révolution d'Octobre subsistaient ». Ils en concluaient qu'il fallait faire une « révolution politique » doublée d'une « profonde réforme de l'économie ». Les autres « négateurs » dont j'étais croyaient que non seulement l'ordre politique, mais aussi l'ordre social et économique étaient étrangers et hostiles au prolétariat. Aussi envisagions-nous une révolution non seulement politique, mais aussi sociale qui ouvrirait la voie au développement du socialisme. Selon nous la bureaucratie était une vraie classe et une classe hostile au prolétariat » (p. 187-188). En conclusion dit Ciliga : « Trotsky est, au fond, le théoricien d'un régime dont Staline est le réalisateur » (p. 198).

(4) Sur B. RIZZI, cf. lettres de P. NAVILLE et HARPER, *infra*, annexes.

Acceptons cette définition. Que change-t-elle fondamentalement ? Elle n'ajoute rien de décisif aux tâches de la révolution, que nous avons énumérées.

Nos critiques, en règle générale, acceptent les faits tels que nous les avons depuis longtemps établis. Ils n'ont rien ajouté au fond de décisif à notre appréciation sur la situation de la bureaucratie dans la société soviétique et sur les relations entre elle et les travailleurs ou sur le rôle du Kremlin sur l'arène internationale. Sur toutes ces questions, non seulement ils ne discutent pas notre analyse ; au contraire, ils s'appuient entièrement sur elle et se limitent même complètement à elle. Ils nous reprochent seulement de ne pas partager leurs « conclusions » inévitables. A l'examen, cependant, il apparaît que ces conclusions ont un caractère purement terminologique. Nos critiques se refusent à appeler Etat ouvrier l'Etat ouvrier dégénéré. Ils exigent que l'on qualifie la bureaucratie totalitaire de classe dirigeante.

Ils proposent de considérer la révolution contre cette bureaucratie comme une révolution sociale et non point politique. Si nous leur faisons ces concessions terminologiques, nous mettrions nos critiques dans une situation extrêmement délicate, car ils ne sauraient pas eux-mêmes que faire de leur victoire purement verbale.

Vérifions-nous une fois de plus.

Ce serait donc une absurdité monstrueuse que de faire scission avec des camarades qui ont un autre avis que nous sur la nature sociologique de l'U.R.S.S., pour autant qu'ils s'affirment solidaires de nous sur les problèmes politiques. Mais à l'inverse, ce serait pur aveuglement que d'ignorer des différences purement théoriques, même terminologiques, car dans le développement ultérieur elles peuvent prendre chair et sang et aboutir à des conclusions politiques tout à fait différentes. De même qu'une maîtresse de maison soigneuse ne laisse pas s'entasser les toiles d'araignées et la saleté, de même le parti révolutionnaire ne peut supporter les obscurités, la confusion, les équivoques. Il faut tenir sa maison propre !

Je rappellerai pour illustrer cette idée la question de Thermidor. Nous avons longtemps affirmé que Thermidor ne faisait que se préparer en U.R.S.S et ne s'était pas encore accompli. Puis, donnant à l'analogie avec Thermidor un caractère plus précis et plus réfléchi, nous en sommes arrivés à la conclusion que Thermidor était déjà derrière nous. Cette

correction publique de notre propre erreur ne suscita pas dans nos rangs le moindre désarroi. Pourquoi ? Parce que nous avions tous porté le même jugement sur l'essence des processus qu'avait connus l'Union soviétique en y suivant ensemble le développement de la réaction jour après jour. Il ne s'agissait pour nous que de préciser une analogie historique, rien de plus. J'espère qu'aujourd'hui encore, bien que quelques camarades tentent de tâter les divergences sur la question de la « défense de l'U.R.S.S. » — et nous en discuterons plus loin — nous arriverons, tout simplement en précisant nos propres idées, à préserver notre unanimité sur le terrain du programme de la Quatrième Internationale.

Une tumeur ou un nouvel organe ?

Nos critiques ont plusieurs fois insisté sur le fait que la bureaucratie soviétique actuelle ressemble fort peu à la bureaucratie ouvrière ou à la bureaucratie bourgeoise de la société capitaliste et sur le fait qu'elle constitue, plus encore que la bureaucratie fasciste, une nouvelle formation sociale extrêmement puissante. Cela est parfaitement vrai et nous n'avons jamais fermé les yeux là-dessus. Mais si l'on qualifie la bureaucratie de « classe » il faut aussitôt déclarer que cette classe est tout à fait différente de toutes les classes possédantes que nous avons connues dans le passé : le profit est donc bien mince. Nous appelons souvent la bureaucratie soviétique une caste, soulignant par là le caractère fermé, le despotisme et la morgue de la couche dirigeante qui considère qu'elle seule descend des lèvres de Brahma alors que les masses populaires proviennent des parties beaucoup plus viles de son corps. Mais cette définition n'a pas, bien sûr, de caractère strictement scientifique. Son avantage relatif consiste en ce que le caractère figuré de cette dénomination est clair pour tous et qu'il ne vient à la tête de personne d'assimiler la bureaucratie de Moscou à la caste indienne des brahmanes. La vieille terminologie sociologique n'a pas préparé et ne pouvait pas préparer de dénomination pour un nouveau phénomène social en plein développement (la dégénérescence) et qui n'a pas pris de formes stables. Nous continuons cependant tous à qualifier la bureaucratie soviétique de bureaucratie sans oublier par ailleurs ses particularités historiques. Pour le moment, à notre avis, cela suffit.

Sur le plan scientifique et politique — et non pas purement terminologique — la question se pose ainsi : la bureaucratie constitue-t-elle une *excroissance* temporaire sur l'organisme

social ou bien cette excroissance s'est-elle déjà transformée en un *organe* historiquement nécessaire ? Une monstruosité sociale peut être le résultat d'une combinaison accidentelle (c'est-à-dire temporaire et exceptionnelle) de circonstances historiques. Un organe social (et c'est ainsi que se présente chaque classe, y compris une classe exploiteuse) ne peut se constituer que comme produit (résultat) des exigences internes profondes de la production elle-même. Si nous n'apportons pas de réponse à cette question, alors toute la discussion se transforme en jeu stérile sur les mots.

Le début de la décomposition de la bureaucratie.

La justification historique de toute classe a toujours consisté en ce que le système d'exploitation dirigé par elle hissait à un degré supérieur le développement des forces productives. Il est indubitable que le régime soviétique a donné une impulsion puissante à l'économie. Mais la source de cette impulsion ce furent la nationalisation des moyens de production et le principe du plan et pas du tout l'usurpation par la bureaucratie de la gestion de l'économie. Au contraire la bureaucratie, comme système, est devenue le pire des freins au développement technique et culturel du pays. Le fait que l'économie soviétique s'est occupée pendant des décennies à transférer et assimiler la technique et l'organisation de la production des pays capitalistes avancés a masqué ce fait pendant un certain temps. La période des emprunts et des imitations s'est plus ou moins bien accommodée de l'automatisme bureaucratique, qui étouffait l'esprit d'initiative et la création. Mais plus l'économie s'est développée, plus ses exigences sont devenues complexes et plus le régime bureaucratique est apparu comme un obstacle insupportable. La contradiction croissante entre eux mène à des convulsions politiques permanentes, à l'extermination systématique des éléments créateurs les plus éminents dans tous les domaines d'activité. Ainsi avant même de pouvoir arriver à se transformer en « classe dirigeante » la bureaucratie est entrée irrémédiablement en contradiction avec les exigences du développement. Cela s'explique précisément parce que la bureaucratie ne se présente pas comme la porteuse d'un nouveau système d'économie, qui lui serait propre et qui serait impossible sans elle, mais comme une excroissance parasitaire sur le corps de l'État ouvrier.

*Les conditions de la puissance
et de la chute de la bureaucratie.*

L'oligarchie soviétique a tous les défauts des vieilles classes dirigeantes sans avoir leur mission historique. Dans la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique ce ne sont pas les lois générales de la société contemporaine, du capitalisme au socialisme, qui trouvent leur expression, mais une rupture particulière, exceptionnelle et temporaire de ces lois dans les conditions définies par l'arriération d'un pays révolutionnaire et par l'encerclement capitaliste. La pénurie de produits de consommation et la lutte générale pour leur possession engendrent le gendarme qui prend sur lui d'assurer les fonctions de répartition. La pression hostile exercée de l'extérieur attribue au gendarme le rôle de « défenseur » du pays, ce qui lui donne une autorité nationale et lui permet ainsi de piller le pays deux fois plus.

Les conditions qui fondent la puissance de la bureaucratie (l'arriération du pays et l'encerclement capitaliste) ont, cependant, un caractère temporaire, transitoire et doivent disparaître avec la victoire de la révolution internationale. Les économistes bourgeois eux-mêmes ont calculé que, dans le cadre d'une économie planifiée, on pourrait rapidement élever le revenu national des U.S.A. à deux cents milliards de dollars par an et garantir ainsi à toute la population non seulement la satisfaction de ses besoins fondamentaux mais encore un véritable confort. D'un autre côté la révolution internationale marquerait la fin du danger venu de l'extérieur, cause complémentaire de la bureaucratization. La disparition de la nécessité de dépenser une part énorme du revenu national pour l'armement élèverait plus encore le niveau de vie et le niveau culturel des masses. Dans ces conditions la nécessité du gendarme répartiteur disparaîtrait d'elle-même. L'administration d'une coopération gigantesque remplacerait très vite la puissance gouvernementale. Il n'y aurait pas de place pour une nouvelle classe dirigeante ni pour un nouveau régime d'exploitation situé entre le capitalisme et le socialisme.

Et si la révolution socialiste ne s'accomplit pas ?

Le déclin du capitalisme atteint des limites extrêmes, tout comme le déclin de la vieille classe dirigeante. Ce système ne peut plus survivre. Les forces productives doivent être organisées dans le cadre de la planification. Mais qui accomplira ce travail ? Le prolétariat ou une nouvelle classe dirigeante de

« commissaires », politiciens, administrateurs et techniciens ? L'expérience historique témoigne, à en croire certains, qu'il est impossible de compter sur le prolétariat qui s'est révélé « incapable » d'empêcher la précédente guerre impérialiste, bien que les prémices matérielles de la révolution socialiste fussent déjà mûres. Les succès du fascisme après la guerre sont apparus de nouveau comme le produit de « l'incapacité » du prolétariat à sortir la société capitaliste de l'impasse. La bureaucratisation de la société soviétique est apparue, à son tour, comme le résultat de « l'incapacité » du prolétariat à régir lui-même la société d'une façon démocratique. La révolution espagnole a été écrasée par les bureaucraties fascistes et stalinienne sous les yeux du prolétariat mondial. Enfin le dernier maillon de cette chaîne : l'approche de la nouvelle guerre impérialiste dont la préparation s'est déroulée à ciel ouvert, devant un prolétariat réduit à une totale impuissance. Si l'on accepte cette analyse, c'est-à-dire si l'on admet que le prolétariat n'a pas la force d'accomplir la révolution socialiste, c'est quelqu'un d'autre qui réalisera la tâche urgente que représente l'étatisation des forces productives. Et qui précisément ? Une nouvelle bureaucratie qui remplacera la bourgeoise pourrissante en qualité de nouvelle classe dirigeante à l'échelle du monde. C'est ainsi que ceux des critiques de « gauche » qui ne se contentent pas de querelle de mots commencent à poser la question.

La guerre actuelle et le destin de la société contemporaine.

Le cours même des choses pose aujourd'hui le problème sous des formes très concrètes. La seconde guerre mondiale a commencé. Elle représente une confirmation implacable du fait que la société ne peut plus continuer à vivre sur les bases du capitalisme. Par là elle soumet le prolétariat à une nouvelle épreuve, peut-être décisive.

Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, la révolution prolétarienne, elle entraînera inévitablement le renversement de la bureaucratie en U.R.S.S. et la résurrection de la démocratie soviétique, sur des bases économiques et culturelles infiniment plus hautes qu'en 1918. Dans ce cas la question de savoir si la bureaucratie stalinienne est une « classe » ou une excroissance sur l'État ouvrier se résoudra d'elle-même. Il sera clair alors que dans le processus du développement de la révolution internationale la bureaucratie soviétique ne représentait qu'une rechute *épisode*.

Si l'on considère, au contraire, que la guerre actuelle pro-

vequera non point la révolution mais la déchéance du prolétariat, il n'existe alors qu'une autre issue à l'alternative : la décomposition ultérieure du capitalisme monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'État et la disparition de la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, au profit d'un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat à prendre en mains la direction de la société pourrait effectivement dans ces conditions mener à l'émergence d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste. Ce serait, selon toute vraisemblance, un régime de décadence, qui signifierait le crépuscule de la civilisation.

On aboutirait à un résultat analogue dans le cas, aussi, où le prolétariat des pays capitalistes avancés, ayant conquis le pouvoir, apparaîtrait incapable de le conserver et l'abandonnerait, comme en U.R.S.S., à une bureaucratie privilégiée. Nous serions alors contraints d'admettre que la rechute bureaucratique n'a pas été due à l'arriération du pays et à l'encerclement capitaliste mais à l'incapacité organique du prolétariat à devenir une classe dirigeante. Il faudrait alors établir rétrospectivement que dans ses traits fondamentaux l'U.R.S.S. actuelle est le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale.

Nous nous sommes fort éloignés des disputes terminologiques sur la dénomination de l'État soviétique. Mais que nos critiques ne protestent pas : ce n'est qu'en se plaçant à la distance historique nécessaire que l'on peut établir un jugement correct sur un problème tel que le remplacement d'un régime social par un autre. L'alternative historique élaborée jusqu'à son terme se présente ainsi : ou bien le régime stalinien n'est qu'une rechute exécrable dans le processus de la transformation de la société bourgeoise en société socialiste ou bien le régime stalinien est la première étape d'une nouvelle société d'exploitation. Si le deuxième pronostic se révèle juste, alors, bien entendu, la bureaucratie deviendra une nouvelle classe exploiteuse. Cette seconde perspective aurait beau paraître fort lourde, si le prolétariat mondial apparaissait effectivement incapable de remplir la mission que le cours du développement place sur ses épaules, il ne resterait alors rien d'autre à faire que de reconnaître ouvertement que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est avéré une pure utopie. Il faudrait alors, évidemment, élaborer un nouveau programme « minimum » pour défendre les intérêts des esclaves de la société bureaucratique totalitaire.

Existe-t-il, toutefois, des données objectives à ce point

inébranlables ou, du moins, assez convaincantes pour nous contraindre aujourd'hui à refuser les perspectives de la révolution socialiste ? Là est la question.

La théorie du collectivisme bureaucratique.

Peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le « communiste de gauche » allemand Hugo Urbahns arriva à la conclusion qu'une ère nouvelle, celle du « capitalisme d'État », allait remplacer l'ère du capitalisme. L'Italie, l'U.R.S.S., l'Allemagne représentaient les premiers modèles de ce régime. Urbahns n'a cependant pas tiré les conséquences politiques de sa théorie. Tout dernièrement, le « communiste de gauche » Bruno R., ancien membre de la Quatrième Internationale, parvint à la conclusion que le collectivisme bureaucratique remplacerait le capitalisme. La nouvelle bureaucratie est une classe, ses relations avec les travailleurs sont définies par l'exploitation collective, les prolétaires se sont transformés en esclaves de l'exploiteur totalitaire.

Bruno R. met sur le même plan l'économie planifiée de l'U.R.S.S., le fascisme, le national-socialisme et le « New Deal » de Roosevelt. Tous ces régimes ont, c'est indubitable, des traits communs qui, en fin de compte, se définissent par les tendances collectivistes de l'économie contemporaine. Dès avant la Révolution d'Octobre, Lénine formulait ainsi les caractéristiques principales du capitalisme impérialiste : concentration gigantesque des forces productives, fusion du capital monopoliste avec l'État, tendance organique à la dictature comme résultat de cette fusion. La centralisation et la collectivisation caractérisent aussi bien la politique de la révolution que celle de la contre-révolution (5). Mais cela ne signifie pas du tout qu'entre la révolution, Thermidor, le fascisme et le « réformisme » américain, on puisse mettre un signe égal. Bruno R. a saisi le fait que les tendances à la collectivisation prennent, à cause de la prostration politique de la classe ouvrière, la forme du « collectivisme bureaucratique ». Le phénomène est en lui-même indiscutable. Mais où sont ses limites et quel est son poids historique ? Ce qui nous apparaît comme une déformation d'une période transitoire, comme le résultat du développement inégal des divers facteurs du processus social, Bruno R. le considère comme une formation sociale autonome dans laquelle la bureaucratie est une classe

(5) *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*, écrit en 1916.

dirigeante. Bruno R. a, en tout état de cause, l'avantage de tenter de déplacer la question du cercle vicieux des spéculations terminologiques sur le terrain des grandes généralisations historiques. Il n'en est que plus aisé de mettre son erreur en lumière.

Comme beaucoup d'ultra-gauches, Bruno R. identifie fondamentalement le stalinisme et le fascisme. D'un côté la bureaucratie soviétique s'est assimilée les méthodes politiques du fascisme ; de l'autre la bureaucratie fasciste, qui, pour le moment s'en tient à des mesures « partielles » d'intervention gouvernementale, tend vers l'étatisation de l'économie et elle y parviendra bientôt. La première affirmation est parfaitement juste. Mais il est faux d'affirmer, comme Bruno R., que « l'anti-capitalisme » fasciste est capable d'aller jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie. Les mesures « partielles » d'intervention de l'Etat et de nationalisation diffèrent, en réalité, de l'économie étatisée et planifiée, comme les réformes diffèrent de la révolution. Mussolini et Hitler ne font que « coordonner » les intérêts des propriétaires et « régulariser » l'économie capitaliste, et cela, pour l'essentiel à des fins militaires. L'oligarchie du Kremlin, c'est autre chose : elle a la possibilité de diriger l'économie comme un tout et cela grâce au fait que la classe ouvrière russe a accompli la plus grande révolution des rapports de propriété de toute l'histoire. On ne peut laisser cette différence de côté.

Mais même si l'on admet qu'issus de points de départ différents le stalinisme et le fascisme aboutissent, à un moment donné, au même type de société d'exploitation (le « collectivisme bureaucratique », selon la terminologie de Bruno R.) cela ne sort encore pas du tout la société de l'impasse. La crise du système capitaliste est suscitée non seulement par le rôle réactionnaire de la propriété privée mais aussi par le rôle non moins réactionnaire de l'Etat national.

Même si les divers gouvernements fascistes réussissaient à établir chez eux un système d'économie planifiée, alors, à part l'éventualité, à la longue, d'inévitables mouvements révolutionnaires du prolétariat qu'aucun plan ne saurait prévoir, la lutte entre les Etats totalitaires pour la domination mondiale continuerait et même s'intensifierait de façon erronée. Des guerres dévoreraient les fruits de l'économie planifiée et détruiraient les fondements de la civilisation. Bertrand Russel croit, il est vrai, qu'un Etat victorieux pourrait, en conclusion de

la guerre, unifier le monde entier dans un étau totalitaire (6). Mais même si une telle hypothèse se vérifiait, ce qui est plus que douteux, une « unification » militaire ne serait pas plus stable que la paix de Versailles. Les soulèvements nationaux et les pacifications qui s'ensuivraient déboucheraient sur une nouvelle guerre mondiale, qui pourrait creuser le tombeau de la civilisation. Ce ne sont pas nos vœux subjectifs, mais la réalité objective qui indique que la seule issue pour l'humanité est la révolution socialiste mondiale. L'alternative, c'est la rechute dans la barbarie.

Le prolétariat et sa direction.

Nous consacrerons un second article particulier au problème des relations entre la classe et sa direction. Nous nous en tiendrons ici au strict nécessaire. Seuls des « marxistes » vulgaires qui supposent que la politique est le reflet *direct* et *immédiat* de l'économie peuvent penser que la direction reflète de façon directe et immédiate la classe. En réalité la direction, s'élevant au-dessus de la classe exploitée, tombe inévitablement sous la pression de la classe dirigeante. La direction des syndicats américains, par exemple, « reflète » moins le prolétariat que la bourgeoisie. La sélection et l'éducation d'une direction vraiment révolutionnaire, capable de s'opposer à la pression de la bourgeoisie est une tâche exceptionnellement difficile. La dialectique du processus historique s'est reflétée avec une vigueur particulière dans le fait que le prolétariat du pays le plus arriéré, la Russie, a produit dans des circonstances historiques données la direction la plus perspicace et la plus audacieuse. Au contraire c'est dans le pays qui possède la plus vieille culture capitaliste, la Grande-Bretagne, que l'on trouve aujourd'hui la direction la plus obtuse et la plus servile.

La crise de la société capitaliste, qui a éclaté au grand jour en juillet 1914, a suscité dès les premiers jours de la guerre une crise aiguë de la direction prolétarienne. Pendant les vingt-cinq années qui se sont écoulées depuis ce moment, le prolétariat des pays capitalistes avancés n'a pas encore créé une direction à la hauteur des tâches de notre époque. L'expérience de la Russie témoigne cependant qu'une telle direction peut voir le jour (cela ne signifie pas, bien sûr, qu'elle sera

(6) Bertrand RUSSEL (1872-1970). Philosophe et mathématicien britannique, publia au lendemain de la Révolution d'Octobre une série d'ouvrages hostiles au bolchevisme. Prix Nobel de la paix.

garantie contre la dégénérescence). La question se pose donc ainsi : la nécessité historique objective ouvre-t-elle en fin de compte la voie à la constitution d'une avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire une véritable direction révolutionnaire capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir se constituera-t-elle dans le processus de cette guerre et des ébranlements profonds qui doivent s'en suivre ?

La Quatrième Internationale a répondu de façon affirmative à cette question non seulement par le texte de son programme, mais aussi par le fait même de son existence. Au contraire toutes les variétés de représentants désenchantés et apeurés du pseudo-marxisme partent du point de vue que la banqueroute de la direction ne fait que refléter « l'incapacité » du prolétariat à remplir sa mission révolutionnaire. Tous nos adversaires n'expriment pas clairement cette idée, mais tous, ultra-gauches, centristes, anarchistes, sans parler même des staliniens et des sociaux-démocrates — se déchargent de la responsabilité de la défaite sur le dos du prolétariat. Aucun d'eux n'indique dans quelles conditions précisément le prolétariat s'avérera capable de réaliser la révolution socialiste.

Si l'on admet que les qualités socialistes du prolétariat lui-même constituent la cause des défaites, il faut alors considérer comme sans espoir la situation de la société contemporaine. Dans les conditions du capitalisme pourrissant, le prolétariat ne se développera ni sur le plan du nombre, ni sur celui de la culture. Il n'y aurait donc aucun motif d'espérer qu'il se hisse jamais au niveau des tâches qu'impose la révolution. L'affaire se présente sous un tout autre jour pour qui a explicité l'antagonisme très vigoureux qui existe entre la profonde aspiration organique et indéfinie des masses à s'arracher au chaos sanglant du capitalisme et le caractère conservateur, patriotique, entièrement bourgeois, de la direction qui se survit. Il faut choisir entre ces deux conceptions inconciliables.

La dictature totalitaire :

un état de crise aiguë et non un régime stable.

La Révolution d'Octobre n'est pas un hasard. Elle avait été prévue depuis longtemps. Les événements confirmèrent la prévision. La dégénérescence ne réfute pas la prévision, car jamais les marxistes n'ont pensé que l'État ouvrier en Russie pouvait tenir indéfiniment. Nous prévoyions, il est vrai, l'écroulement de l'État ouvrier plutôt que sa dégénérescence, ou plus exactement nous ne distinguons pas nettement ces deux possibilités. Mais elles ne se contredisent absolument pas

l'une l'autre. La dégénérescence doit inévitablement s'achever, à une certaine étape, par la destruction.

Le régime totalitaire, de type stalinien ou fasciste, ne peut être, de par sa nature, qu'un régime temporaire, transitoire. Dans l'histoire la dictature a en général été le résultat et le signe d'une crise sociale particulièrement aiguë et absolument pas un régime stable. Une situation de crise aiguë ne peut constituer l'état permanent d'une société. L'Etat totalitaire peut, pendant un certain temps, étouffer les contradictions sociales, mais il est incapable de se perpétuer. Les purges monstrueuses en U.R.S.S. sont le témoignage le plus convaincant que la société soviétique tend, de façon organique, à rejeter la bureaucratie de son sein.

Il est vraiment étonnant que Bruno R. voie justement dans les purges stalinienne la preuve que la bureaucratie est devenue une classe dirigeante car seule une classe dirigeante est capable, à son avis, de prendre des mesures d'une ampleur aussi vaste (7). Il oublie cependant que le tsarisme qui n'était pas une « classe » s'est permis d'assez vastes mesures dans le domaine de l'épuration et précisément dans la période où il approchait de sa perte. Par leur ampleur et leur caractère monstrueusement mensonger, les purges de Staline ne témoignent que de l'incapacité de la bureaucratie à se transformer en une classe dominante stable et elles apparaissent comme les symptômes de son agonie prochaine. Ne nous trouverions-nous pas dans une situation ridicule si nous donnions à l'oligarchie bonapartiste le nom de nouvelle classe dirigeante quelques années ou même quelques mois avant sa chute honteuse ? La seule clarté dans la définition de la question doit, à notre sens, maintenir les camarades à l'écart des expérimentations terminologiques et des généralisations trop hâtives.

(7) A la vérité, Bruno R., dans la dernière partie de son ouvrage, réfute très consciemment et très intelligiblement sa propre théorie du « collectivisme bureaucratique » exposée dans la première partie et déclare que le stalinisme, le fascisme et le nazisme sont des formations transitoires et parasitaires et représentent le châtiement historique de l'impuissance du prolétariat. En d'autres termes, Bruno R. commence par réfuter avec une extrême vigueur les thèses de la Quatrième Internationale pour y revenir par surprise, mais cela seulement pour s'engager dans une nouvelle série d'erreurs. Nous n'avons pas la moindre raison de marcher sur les traces d'un écrivain, manifestement en perte d'équilibre. Ce qui nous intéresse ce sont les arguments qu'il utilise pour tenter de justifier sa définition de la bureaucratie présentée comme une classe. (L. T.)

*L'orientation vers la révolution internationale
et la régénération de l'U.R.S.S.*

Un délai d'un quart de siècle s'est révélé trop court pour le réarmement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne internationale et trop long pour préserver le système soviétique dans un pays arriéré isolé. L'humanité en paie le prix aujourd'hui par une nouvelle guerre impérialiste. Mais la tâche essentielle de notre époque n'a pas changé pour cette simple raison qu'elle n'est pas résolue. Un acquis colossal dans le dernier quart de siècle et un gage inappréciable pour l'avenir, voilà ce que représente le fait que l'un des détachements du prolétariat mondial a été capable de démontrer dans l'action *comment* la tâche peut être résolue.

La deuxième guerre impérialiste place la tâche encore non résolue à une étape historique encore plus haute. Elle met à l'épreuve une fois de plus non seulement la stabilité des régimes existants mais aussi la capacité du prolétariat de les remplacer. Les résultats de cette épreuve auront sans aucun doute une signification décisive pour notre appréciation de l'époque contemporaine en tant qu'époque de la révolution prolétarienne. Si, contrairement à toutes les probabilités, la Révolution d'Octobre ne trouve pas, au cours de la présente guerre, ou immédiatement après, son prolongement dans l'un ou l'autre des pays avancés ; et si, au contraire, le prolétariat est rejeté en arrière partout et sur tous les fronts — alors nous aurions à coup sûr à poser la question d'une révision de notre conception de la présente époque et de ses forces motrices, il ne s'agirait pas de savoir quelle étiquette coller sur l'U.R.S.S. ou la clique stalinienne mais d'une réévaluation des perspectives historiques mondiales pour les décennies, si ce n'est les siècles, à venir : sommes-nous entrés dans l'époque de la révolution sociale et de la société socialiste, ou au contraire dans l'époque de la société décadente de la bureaucratie totalitaire ?

Les schématiques dans le genre d'Hugo Urbahns et de Bruno R. commettent une double erreur : premièrement ils proclament que ce régime est déjà définitivement en place ; ensuite ils le définissent comme un long état transitoire de la société entre le capitalisme et le socialisme. Cependant il est tout à fait évident que si le bilan à tirer de l'expérience de notre époque entière et de la nouvelle guerre en cours c'était que le prolétariat se révèle incapable de devenir le maître de la société, cela signifierait l'effondrement de tous les espoirs en la révolution socialiste car on ne saurait certainement

attendre des conditions plus favorables pour la révolution ; en tout état de cause personne ne peut ni les prévoir ni les définir.

Les marxistes n'ont pas le moindre droit (à moins de considérer le désenchantement et la lassitude comme un « droit ») de tirer de la conclusion que le prolétariat a épuisé ses possibilités révolutionnaires et doit abandonner ses prétentions à parvenir au pouvoir dans la toute prochaine période. Sur les balances de l'histoire vingt-cinq années correspondent à une heure de la vie d'un homme quand de très profonds changements des systèmes économiques et culturels sont en jeu. A quoi est bon un homme qui, pour quelques échecs empiriques qu'il subit pendant une heure ou une journée, abandonne le but qu'il s'était fixé à partir de l'expérience et de l'étude de toute sa vie antérieure ? Dans les années sombres de la réaction russe (1907-1917) nous partions des possibilités qu'avait révélées le prolétariat russe en 1905. En ces années de réaction mondiale nous devons aussi partir des possibilités qu'a révélées le prolétariat russe en 1917. La Quatrième Internationale ne s'est pas désignée par hasard comme le parti mondial de la révolution socialiste. Notre voie est immuable. Notre orientation c'est celle qui mène à la révolution internationale et, par là-même, à la régénération de l'U.R.S.S. comme Etat ouvrier.

La politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure.

Que défendons-nous en U.R.S.S. ? Pas ce en quoi elle ressemble aux pays capitalistes, mais ce en quoi elle se distingue d'eux. En Allemagne, nous prêchons aussi l'insurrection contre la bureaucratie dirigeante, mais cela pour anéantir immédiatement la propriété capitaliste. En U.R.S.S. le renversement de la bureaucratie est indispensable pour préserver la propriété d'Etat. C'est seulement en ce sens que nous sommes partisans de la défense de l'U.R.S.S.

Personne dans nos rangs ne met en doute que les travailleurs soviétiques doivent défendre la propriété d'Etat non seulement contre le parasitisme de la bureaucratie, mais aussi contre les tendances qui poussent vers la propriété privée, par exemple dans les rangs de l'aristocratie kolkhozienne. Mais la politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure. Si en politique intérieure nous lions la défense des conquêtes de la Révolution d'Octobre à une lutte intransigeante contre la bureaucratie, nous devons avoir la même

attitude en politique extérieure. Bruno R., il est vrai, partant du point de vue que le « collectivisme bureaucratique » a déjà triomphé sur toute la ligne, nous assure que personne ne menace la propriété d'Etat car Hitler (et Chamberlain [8] ?) y est aussi intéressé que Staline. Malheureusement les assurances de Bruno R. sont bien légères. En cas de victoire, Hitler commencera vraisemblablement par demander le retour aux capitalistes allemands de toutes leurs propriétés, jadis expropriées ; il garantira ensuite la même restauration de la propriété privée aux Anglais, aux Français et aux Belges, afin de parvenir à un accord avec eux aux dépens de l'U.R.S.S. ; finalement il fera de l'Allemagne le commanditaire des entreprises d'Etat soviétiques les plus importantes au profit de la machine militaire allemande. Pour le moment Hitler est l'allié et l'ami de Staline. Mais si, avec l'aide de Staline, il remportait la victoire sur le front occidental, il tournerait le lendemain ses armes contre l'U.R.S.S. Dans des circonstances semblables, Chamberlain n'agirait pas autrement qu'Hitler.

La défense de l'U.R.S.S. et la lutte des classes.

Les erreurs sur le problème de la défense de l'U.R.S.S. découlent le plus souvent d'une compréhension incorrecte des méthodes de « défense ». « Défense de l'U.R.S.S. » ne signifie pas le moins du monde un rapprochement avec la bureaucratie du Kremlin, l'acceptation de sa politique ou la conciliation avec la politique de ses alliés. Sur ce point comme sur tous les autres nous demeurons entièrement sur le terrain de la lutte des classes internationale.

La petite revue française *Que faire ?* (9) a écrit il n'y a guère : « les trotskystes » en étant défaitistes par rapport à la France et à l'Angleterre, sont, en conséquence, défaitistes par rapport à l'U.R.S.S. ». En d'autres termes : si vous voulez défendre l'U.R.S.S., vous devez cesser d'être défaitiste vis-à-vis de ses alliés impérialistes. En écrivant ces lignes, *Que faire ?* supputait que les alliés de l'U.R.S.S. seraient les « démocraties ». Ce que ces malins vont dire aujourd'hui reste obscur.

(8) Neville CHAMBERLAIN 1869-1940), premier ministre britannique de 1937 à 1939, dirigeant du parti conservateur, chercha obstinément l'alliance avec les pays fascistes, fut la cheville ouvrière de l'accord de Munich, qui sanctionna le démembrement de la Tchécoslovaquie, dans le cadre d'une tentative d'Union sacrée contre l'U.R.S.S.

(9) *Que faire ?* Revue fondée en 1934 par un groupe d'opposants du parti communiste français, dirigés par A. Ferrat, Kagan et Lenoir.

Mais cela importe peu, car c'est leur méthode même qui est vicieuse. Renoncer au défaitisme par rapport au camp impérialiste auquel l'U.R.S.S. adhère aujourd'hui ou pourrait adhérer demain c'est rejeter les travailleurs du camp adverse aux côtés de leur gouvernement, c'est renoncer au défaitisme en général. La renonciation au défaitisme dans les conditions de la guerre impérialiste équivaut à rejeter la révolution socialiste. Rejeter la révolution au nom de la « défense de l'U.R.S.S. », ce serait condamner l'U.R.S.S. à la décomposition finale et à la ruine.

La « Défense de l'U.R.S.S. » telle qu'elle est interprétée par l'Internationale communiste, de même que la « lutte contre le fascisme » d'hier, se fonde sur la renonciation à une politique de classe indépendante. Le prolétariat est transformé, pour des raisons variées dans des circonstances diverses, mais toujours et invariablement, en force auxiliaire d'un camp bourgeois contre l'autre.

Pour faire contrepoids à cela certains camarades affirment : « étant donné que nous ne voulons pas nous transformer en instruments de Staline et de ses alliés, nous renonçons à la défense de l'U.R.S.S. » (11). Et pourtant par là ils montrent seulement que leur conception de la « défense » correspond dans son fond à la conception qu'en ont les opportunistes : ils n'ont pas en tête une politique indépendante du prolétariat. En réalité nous défendons l'U.R.S.S. comme nous défendons les pays colonisés, comme nous réglons toutes les tâches que nous nous fixons, non pas en soutenant certains gouvernements impérialistes contre d'autres, mais par la méthode de la lutte des classes internationale dans les colonies comme dans les métropoles.

Nous ne sommes pas un parti gouvernemental, nous sommes un parti d'opposition inflexible, non seulement dans les pays capitalistes mais aussi en U.R.S.S. Nous ne réalisons pas nos tâches — et parmi elles la « défense de l'U.R.S.S. » — par l'éducation des masses, par l'agitation, en expliquant aux médiaire du gouvernement de l'U.R.S.S., mais exclusivement par l'intermédiaire des gouvernements bourgeois ni par l'inter-travailleurs ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut jeter bas. Une telle « défense » ne peut pas donner des résultats immédiats mirobolants. Mais nous n'y prétendons pas. Nous ne sommes pour le moment qu'une minorité révolutionnaire. Notre travail doit viser à ce que les travailleurs sur lesquels nous avons de l'influence jugent correctement les événements,

(11) Paraphrase des positions de Burnham et Shachtman.

ne se laissent pas prendre au dépourvu et préparent l'opinion publique de leur propre classe au règlement révolutionnaire des tâches qui nous attendent.

La défense de l'U.R.S.S. se confond pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Ne sont admissibles que les méthodes qui ne sont pas contradictoires avec les intérêts de la révolution. La défense de l'U.R.S.S. a, avec la révolution socialiste internationale, le rapport qui lie une tâche tactique à une tâche stratégique. La tactique est subordonnée à l'objectif stratégique et ne peut en aucun cas s'opposer à lui.

Le problème des territoires occupés.

Au moment où j'écris ces lignes, le sort des territoires occupés par l'Armée rouge reste toujours obscur. Les dépêches se contredisent, car les deux parties mentent à l'envi. Mais les rapports de force sur le terrain sont sans aucun doute toujours fort incertains. Une partie des territoires occupés sera indubitablement incorporée à l'U.R.S.S. Sous quelle forme, précisément ?

Supposons un instant que, conformément au pacte conclu avec Hitler, le gouvernement de Moscou conserve intacts les droits de la propriété privée dans les territoires occupés et se borne au « contrôle » sur le modèle fasciste. Une telle concession revêtirait sur le plan des principes une très grande importance et pourrait constituer le point de départ d'un nouveau chapitre de l'histoire du régime soviétique et donc d'une nouvelle appréciation, de notre point de vue, de la nature de l'État soviétique.

Il est plus vraisemblable, cependant, que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'U.R.S.S., le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable, non parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés. Ici une analogie se présente d'elle-même. Le premier Bonaparte arrêta la révolution au moyen d'une dictature militaire. Toutefois, lorsque les troupes françaises envahirent la Pologne, Napoléon signa un décret stipulant : « Le servage est aboli ». Cette mesure n'était dictée ni par les sympathies de Napoléon pour les paysans, ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature bonapartiste

s'appuyait sur les rapports de propriété bourgeois et non féodaux. Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste, afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'U.R.S.S.

Mesure révolutionnaire par sa nature, « l'expropriation des expropriateurs » s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une action indépendante des masses — mais sans un tel appel, fût-il très prudent, il est impossible d'établir un nouveau régime — sera, sans nul doute, étouffé le lendemain même par d'impitoyables mesures de police, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires en éveil. C'est là un aspect de la question. Mais il y en a un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a depuis longtemps trompé et continue de tromper les masses en U.R.S.S. et dans le monde entier et a, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale.

Notre appréciation générale du Kremlin et de l'Internationale communiste ne modifie pas, cependant, le fait particulier que l'étatisation des formes de la propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressiste. Il faut le reconnaître ouvertement. Si Hitler lançait demain ses armées à l'assaut de l'Est afin de rétablir « l'ordre » dans la Pologne orientale, les travailleurs d'avant-garde défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bonapartiste soviétique.

Nous ne changeons pas d'orientation.

L'étatisation des moyens de production constitue, nous l'avons dit, une mesure progressiste. Mais son caractère pro-

gressiste est relatif : son poids spécifique dépend de la somme de tous les autres facteurs. Nous devons donc, avant tout, admettre que l'extension des territoires dominés par l'autocratie bureaucratique et parasitaire, sous la couverture de mesures « socialistes », peut augmenter le prestige du Kremlin, engendrer des illusions sur la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques. Ce mal l'emporte de loin sur le contenu progressiste des réformes stalinienne en Pologne. Pour que la nationalisation de la propriété dans les territoires occupés, comme en U.R.S.S. même, devienne une base de développement progressiste, c'est-à-dire socialiste, il faut renverser la bureaucratie de Moscou. Notre programme conserve, par conséquent, toute sa force. Les événements ne nous ont pas pris au dépourvu. Il faut seulement les interpréter correctement. Il faut bien comprendre que la nature de l'U.R.S.S. et sa situation internationale renferment des contradictions aiguës. On ne peut échapper à ces contradictions à l'aide de tours de passe-passe terminologiques (« Etat ouvrier ». « Etat non-ouvrier »). Il faut prendre les faits tels qu'ils sont. Il faut définir une politique en partant des rapports et des contradictions réels.

Nous ne confions au Kremlin aucune mission historique. Nous étions et nous restons opposés à l'annexion de nouveaux territoires par le Kremlin. Nous sommes pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique, et si les biélorusses eux-mêmes le veulent, pour l'indépendance de la Biélorussie soviétique (12).

(12) Au moment où Trotsky écrivait, l'Ukraine orientale constituait la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'Ukraine occidentale (Ruthénie) appartenait à la Pologne, d'autres Ukrainiens vivaient dans les provinces roumaines de Bessarabie et de Bukovine du Nord, l'Ukraine subcarpatique, enfin, appartenait à la Tchécoslovaquie.

En avril 1939 Trotsky écrivait en réponse aux questions posées par les trotskystes ukrainiens, alors nombreux au Canada. « Ecartelée entre quatre Etats, l'Ukraine occupe à présent, dans les destinées de l'Europe, la même position qu'autrefois la Pologne, avec cette différence que les relations internationales sont maintenant plus tendues et que le rythme des événements s'accélère.

Selon la conception du vieux parti bolchévique, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel les autres sections du peuple ukrainien s'uniraient. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante force attractive, du point de vue national également, et éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais au cours des années de la réaction thermidorienne, la situation de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble se modifièrent profondément. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais en Ukraine les choses se compliquèrent encore

En même temps, dans les parties de la Pologne occupées par l'Armée rouge, les partisans de la Quatrième Internationale prennent part de la manière la plus décidée à l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, au partage de la terre entre les paysans, à la création de soviets et de comités ouvriers, etc. Ce faisant, ils préservent leur indépendance politique, ils luttent au cours des élections aux soviets et aux comités d'usines pour la complète indépendance de ces derniers vis-à-vis de la bureaucratie et ils mènent une propagande révolutionnaire dans un esprit de défiance à l'égard du Kremlin et de ses agents locaux.

Mais supposons qu'Hitler tourne ses armes contre l'Est et qu'il envahisse des territoires occupés par l'Armée rouge. Dans ces conditions, les partisans de la Quatrième Internationale, sans changer en quoi que ce soit leur attitude à l'égard de l'oligarchie du Kremlin, mettront au premier plan comme la tâche la plus urgente du moment, la résistance militaire à Hitler. Les ouvriers diront : « Nous ne pouvons laisser à Hitler le soin de renverser Staline ; c'est *notre tâche* ». Pendant la lutte armée contre Hitler, les ouvriers révolutionnaires s'efforceront de nouer des contacts fraternels aussi étroits que possible avec les simples soldats de l'Armée rouge. Tandis que les armes à la main, ils porteront des coups à Hitler, les bolcheviks-léninistes mèneront en même temps une propagande révolutionnaire contre Staline, afin de préparer son renversement à l'étape suivante et peut-être même prochaine.

Ce type de « défense de l'U.R.S.S. » différera naturellement comme le ciel et la terre de la défense officielle qui se mène aujourd'hui sous le mot d'ordre « pour la patrie ! Pour Staline ». *Notre* défense de l'U.R.S.S. se mène sous le mot d'ordre « Pour le socialisme ! Pour la révolution mondiale ! Contre Staline ! ». Afin que ces deux aspects de « défense de l'U.R.S.S. » ne créent pas de confusion dans la conscience des masses, il faut savoir formuler de façon claire et précise les mots d'ordre qui correspondent à la situation concrète. Mais avant tout, il faut établir clairement *ce que nous défendons* précisément, *comment* nous le défendons, contre *qui* nous

par l'anéantissement des espoirs nationaux. Nulle part, les restrictions, les épurations, les répressions et en général toutes les formes de brigandage bureaucratique ne prirent une envergure aussi meurtrière qu'en Ukraine, dans la lutte contre les aspirations puissantes, profondément enracinées, des masses ukrainiennes pour plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire. l'Ukraine soviétique devint une section administrative d'une entité économique et une base militaire de l'U.R.S.S. ». *Samizdat I*, Paris, *La Vérité*, Le Seuil, 1969, pp. 491-493.

le défendons. Nos mots d'ordre ne créeront pas de confusion dans les masses à la seule condition que nous ayons nous-mêmes une conception claire de nos tâches.

Conclusions

Nous n'avons aujourd'hui aucune raison de modifier notre position de principe à l'égard de l'U.R.S.S.

La guerre accélère les divers processus politiques. Elle peut accélérer le processus de la renaissance révolutionnaire de l'U.R.S.S. Mais elle peut aussi accélérer le processus de sa dégénérescence définitive. Il est donc nécessaire de suivre avec attention et sans préjugés les modifications que la guerre peut apporter dans la vie intérieure de l'U.R.S.S. pour nous en rendre compte à temps.

Nos tâches dans les territoires occupés demeurent fondamentalement les mêmes qu'en U.R.S.S. même. Mais comme les événements les posent sous une forme particulièrement aiguë, ils nous aident à mieux élucider nos tâches générales vis-à-vis de l'Union soviétique.

Nous devons formuler nos mots d'ordre de manière que les travailleurs voient clairement ce que nous défendons précisément en U.R.S.S. (la propriété d'Etat et l'économie planifiée) et contre quoi nous luttons sans merci (la bureaucratie parasitaire et son Internationale communiste).

Nous ne devons pas perdre de vue un instant le fait que la question du renversement de la bureaucratie soviétique est pour nous subordonnée à la question de la préservation de la propriété étatique des moyens de production en U.R.S.S. et que la préservation de la propriété étatique des moyens de production en U.R.S.S. est subordonnée pour nous à la révolution prolétarienne internationale.

Coyoacan, le 25 septembre 1939.

ENCORE ET ENCORE UNE FOIS SUR LA NATURE DE L'U.R.S.S.

Psychanalyse et marxisme.

Certains camarades — ou anciens camarades, comme Bruno R. — oubliant les anciennes discussions et décisions de la IV^e Internationale, recourent à la psychanalyse pour tenter d'expliquer le jugement que je porte sur le gouvernement soviétique.

« Trotsky, disent-ils, a pris part à la révolution russe ; il lui est donc difficile de renoncer à l'idée d'un Etat ouvrier, c'est-à-dire de désavouer dans une certaine mesure l'œuvre de toute sa vie » (1), etc. Je pense que le vieux Freud qui était fort perspicace aurait tiré les oreilles à ce genre de psychanalystes. En ce qui me concerne, je ne m'aventurerai, bien entendu, jamais dans une semblable entreprise. Mais je peux néanmoins assurer mes critiques que subjectivisme et sentimentalisme ne sont pas de mon bord, mais du leur.

(1) Trotsky paraphrase ici un raisonnement tenu sous diverses formes par les tenants du « collectivisme bureaucratique » ou du « capitalisme d'Etat ». La forme la plus critique de ce raisonnement se trouve sous la plume de Cilliga : « Trotsky et ses partisans sont trop intimement liés au régime bureaucratique en U.R.S.S. pour pouvoir mener la lutte contre ce régime jusqu'à ses conséquences extrêmes. » (*op. cit.*, p. 195.)

L'attitude de Moscou qui a dépassé toutes les bornes permises du cynisme et de la lâcheté suscite chez tout prolétaire révolutionnaire la plus violente indignation. Cette indignation engendre à son tour un besoin de réagir. Quand les moyens d'une action directe font défaut, les révolutionnaires impatientes sont portés à recourir à des méthodes artificielles. C'est ainsi que naît, par exemple, la tactique de la terreur individuelle. Le plus souvent, les gens recourent à de gros mots, à des jurons et à des malédictions. Dans notre cas particulier, certains camarades ont manifestement tendance à chercher leur satisfaction dans la « terreur » terminologique. Cependant, et même en se plaçant à ce point de vue, il est faux de coller sur la bureaucratie l'étiquette de « classe ». Si la canaille bonapartiste constitue une classe, cela signifie qu'elle est non pas un avorton accidentel, mais un enfant viable de l'histoire. Si son maraudage et son parasitisme constituent une « exploitation » au sens scientifique du terme, cela signifie que la bureaucratie a, devant elle, un avenir historique en tant que classe dirigeante indispensable dans le système économique. Voici à quoi mène l'indignation impatiente quand elle se libère de la discipline marxiste.

Quand un mécanicien nerveux examine une auto qui a servi, par exemple, à des gangsters pour échapper à la poursuite de la police sur une route défoncée, et qu'il découvre un châssis déformé, des roues tordues et un moteur partiellement détérioré, il est parfaitement en droit de dire : « ce n'est pas une voiture, c'est une ruine ». Une semblable définition n'aura aucun caractère scientifico-technique, mais elle exprimera l'indignation légitime du mécanicien devant l'œuvre des gangsters. Imaginons pourtant que ce même mécanicien soit appelé à réparer l'objet qu'il a traité de « ruine ». Dans ce cas, il partira de la constatation qu'il a devant lui une voiture détériorée. Il déterminera les parties saines et les parties abîmées pour décider de la façon d'entreprendre la réparation. C'est la même attitude qu'un ouvrier conscient adoptera vis-à-vis de l'U.R.S.S. Il est parfaitement en droit de dire que les gangsters de la bureaucratie ont transformé l'Etat ouvrier en une « ruine ». Mais, quand il passe de cette explosion d'indignation à l'étude du problème politique, il est bien obligé de reconnaître qu'il a devant lui un Etat ouvrier faussé, dont le moteur économique est endommagé, mais qui continue à tourner et pourrait être réparé complètement par le remplacement de quelques pièces. Bien sûr, ce n'est qu'une comparaison. Mais elle mérite qu'on y réfléchisse.

Un Etat ouvrier contre-révolutionnaire.

Certaines voix s'élèvent : « Si l'on continue à voir dans l'U.R.S.S. un Etat ouvrier, il faudra établir une nouvelle catégorie : l'Etat ouvrier contre-révolutionnaire ». Cet argument cherche à frapper notre imagination en opposant une norme satisfaisante du programme à une réalité pénible et même répugnante. Mais, n'avons-nous pas effectivement observé, jour après jour depuis 1923, le rôle de plus en plus contre-révolutionnaire joué par l'Etat soviétique dans l'arène internationale ? Avons-nous oublié l'expérience de la révolution chinoise (2), de la grève générale en Angleterre en 1926 (3) et enfin l'expérience toute récente de la révolution espagnole (4) ? Nous possédons deux internationales ouvrières totalement contre-révolutionnaires. Les critiques ont visiblement oublié l'existence de cette « catégorie ». Les syndicats en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans les autres pays soutiennent à fond la politique contre-révolutionnaire de leur bourgeois. Cela ne nous empêche pas d'appeler ces syndicats des syndicats, de soutenir chaque pas progressiste qu'ils peuvent faire et de les défendre contre la bourgeoisie. Pourquoi ne pourrait-on pas appliquer la même méthode à l'égard d'un Etat ouvrier contre-révolutionnaire ? En fin de compte, l'Etat ouvrier, c'est un syndicat qui s'est emparé du pouvoir. La façon différente que l'on a d'aborder ces deux cas s'explique simplement par le fait que les syndicats ont une longue histoire et nous avons pris l'habitude de les considérer comme des réalités et non pas seulement comme des « catégories » de notre programme. En revanche, le premier Etat ouvrier, nous ne voulons absolument pas nous résoudre à le considérer comme un fait historique réel qui ne se subordonne pas à notre programme.

Impérialisme ?

Peut-on qualifier d'impérialisme la politique d'expansion actuelle du Kremlin ? Avant tout il faudrait s'entendre sur le contenu social que nous conférons à ce terme. L'histoire a connu l'impérialisme de l'Etat romain fondé sur le travail des esclaves ; l'impérialisme de la propriété terrienne féodale ; l'impérialisme du capital commercial et industriel ; l'impé-

(2) Sur ce sujet, Cf. P. BROUÉ, *La question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, E.D.I., 1965.

(3) Cf., « Lettre à Cannon » du 27 février 1940, *infra*, p. note 4.

(4) Sur ce sujet, Cf. P. BROUÉ, E. TEMINE, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Ed. Minuit, 1961.

rialisme de la monarchie tsariste, etc. La force motrice de la bureaucratie soviétique réside, sans aucun doute, dans sa volonté d'accroître son pouvoir, son prestige, ses revenus. C'est ce même élément d'impérialisme — pris dans le sens le plus large du terme — qui fut dans le passé la marque spécifique de toutes les monarchies, oligarchies, castes dirigeantes, classes et milieux divers. Pourtant, dans la littérature politique contemporaine, du moins dans la littérature marxiste, par « impérialisme » on entend la *politique d'expansion du capital financier* qui a un contenu économique bien défini. Appliquer à la politique du Kremlin le terme d'impérialisme sans expliquer en fait ce que l'on entend par-là, cela revient tout simplement à identifier la politique de la bureaucratie bonapartiste avec la politique du capitalisme monopoliste, en se fondant sur le fait que l'un et l'autre utilisent la force militaire à des fins d'expansion. Une telle identification, propre seulement à semer la confusion, convient à des démocrates petits-bourgeois plutôt qu'à des marxistes.

Continuation de la politique de l'impérialisme tsariste.

Le Kremlin participe au nouveau partage de la Pologne, le Kremlin s'empare des Etats baltes ; le Kremlin s'intéresse de près aux Balkans, à la Perse, à l'Afghanistan. En d'autres termes, le Kremlin continue la politique de l'impérialisme tsariste. Ne sommes-nous pas en droit, dans ces conditions, de traiter « d'impérialiste » la politique même du Kremlin ? Cet argument historico-géographique n'est pas plus convaincant que tous les autres. La révolution prolétarienne qui s'est déroulée sur le territoire de l'empire tsariste a cherché dès le début à s'emparer — et s'est emparée pour un temps — des pays baltes ; elle a essayé de pénétrer en Roumanie et en Perse et a amené à un certain moment ses armées jusqu'aux murs de Varsovie (en 1920 !). Les lignes de l'expansion révolutionnaire étaient les mêmes que sous le tsarisme, car la Révolution ne change pas les conditions géographiques. C'est justement pourquoi les mencheviks ont, dès cette époque, parlé d'un impérialisme bolchevique, présenté par eux comme le continuateur des traditions de la diplomatie tsariste. La démocratie petite-bourgeoise utilise volontiers cet argument de nos jours, aussi nous n'avons, je le répète, aucune raison de l'imiter dans ce domaine.

Une agence de l'impérialisme ?

Pourtant, et indépendamment du jugement que l'on peut porter sur la politique d'expansion de l'U.R.S.S. elle-même,

la question subsiste de l'aide que Moscou apporte à la politique impérialiste de Berlin. Là, une constatation s'impose : dans certaines conditions, un Etat ouvrier même parfaitement sain aurait été inévitablement amené, du fait de l'impossibilité pour lui de s'extraire du filet des relations impérialistes internationales, à apporter — dans une certaine mesure et d'une certaine façon — son soutien à tel ou tel impérialisme. Il est incontestable que le traité de Brest-Litovsk renforçait provisoirement l'impérialisme allemand en face de la France et de l'Angleterre. Un Etat ouvrier isolé ne peut que louvoyer entre les camps impérialistes en lutte. « Louvoyer » signifie soutenir provisoirement l'un d'entre eux contre l'autre. La question de savoir lequel des deux camps il est plus intéressant ou moins dangereux de soutenir à un moment donné ne relève pas d'une question de principe, mais d'une question de calcul pratique et de prévoyance. Le désavantage évident qui découle de ce soutien forcé d'un Etat bourgeois contre un autre est largement compensé par le fait que l'Etat ouvrier isolé acquiert de cette façon la possibilité de survivre.

Mais, il y a « louvoyer » et « louvoyer ». A Brest-Litovsk, l'Etat soviétique a sacrifié l'indépendance nationale de l'Ukraine dans le but de sauver l'Etat ouvrier (5). Il ne pouvait alors être question de parler de trahison à l'égard de l'Ukraine, car tous les travailleurs conscients comprenaient le caractère forcé de ce sacrifice. La question de la Pologne se présente d'une toute autre façon. Le Kremlin lui-même n'a jamais et nulle part affirmé qu'il avait été contraint de sacrifier la Pologne. Au contraire, il s'est vanté cyniquement de sa « combinaison », qui constitue vraiment une injure aux sentiments démocratiques les plus élémentaires des classes et peuples opprimés de la terre entière et qui, par là-même, affaiblit considérablement la situation internationale de l'Union soviétique. Ce que ne peuvent compenser, même au dixième, les transformations effectuées dans les régions occupées.

D'une façon générale, on peut dire que la politique extérieure du Kremlin est fondée sur l'embellissement frauduleux de l'impérialisme « ami » ; et elle sacrifie ainsi les intérêts essentiels du mouvement ouvrier international au profit

(5) Parmi les conditions imposées par les Allemands dans le traité de Brest-Litovsk figurait le retrait total des forces soviétiques de l'Ukraine, ce qui signifiait automatiquement l'occupation de l'Ukraine par les troupes allemandes. L'« abandon » de l'Ukraine était certainement l'expression la plus tragique et la plus grave du principe par lequel Radek définissait la politique de Lénine : perdre de l'espace pour gagner du temps.

d'avantages secondaires et instables. Après avoir, pendant cinq ans, abruti les travailleurs avec le mot d'ordre de « défense des démocraties », voici que Moscou se donne comme tâche d'enjoliver la politique de gangster de Hitler. Cela ne transforme pas encore l'U.R.S.S. en un Etat impérialiste. Mais Staline et son Internationale communiste sont maintenant sans aucun doute les précieux agents de l'impérialisme.

Si nous voulons donner une définition exacte de la politique extérieure du Kremlin, nous dirons que c'est la politique de la bureaucratie bonapartiste d'un Etat ouvrier dégénéré encerclé par l'impérialisme. Cette définition n'a pas la brièveté sonore de l'expression « politique impérialiste », mais elle est beaucoup plus juste.

Un moindre mal.

L'occupation de la Pologne orientale par l'Armée rouge est évidemment « un moindre mal », si on la compare avec l'occupation de ce même territoire par les troupes nazies. Mais ce « moindre mal » a été obtenu en facilitant à Hitler la possibilité de faire un « plus grand mal ». Si quelqu'un avait mis le feu à une maison — ou aidé quelqu'un à y mettre le feu — et qu'ensuite, sur les dix personnes qui habitaient dans la maison, il en avait sauvé cinq pour en faire des demi-esclaves, ce serait évidemment un « moindre mal » que si les dix personnes avaient brûlé. Mais il est quand même peu probable que cet incendiaire aurait mérité de recevoir une médaille de sauveteur. Si pourtant cette médaille lui avait été donnée, il eût fallu le fusiller tout de suite après la cérémonie, comme le fait Victor Hugo dans un de ses romans.

Les « missionnaires armés ».

Robespierre disait que les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes. Il voulait dire par là qu'on ne peut pas imposer par la force armée des idées et des institutions révolutionnaires à d'autres peuples. Cette pensée juste ne signifie évidemment pas qu'une intervention militaire dans d'autres pays, pour soutenir la révolution, soit inadmissible. Mais une telle intervention, comme partie constituante d'une politique révolutionnaire internationale, doit pouvoir être comprise par le prolétariat international ; elle doit répondre aux vœux des masses laborieuses du pays sur le territoire duquel pénètrent les troupes révolutionnaires. Il va de soi que la théorie du socialisme dans un seul pays est complè-

tement impuissante à susciter l'élan de solidarité internationale active qui seul peut préparer et justifier une intervention armée. Cette question de l'intervention armée — comme d'ailleurs tous les autres problèmes de sa politique — le Kremlin la pose et la résoud sans tenir le moindre compte des pensées et des sentiments de la classe ouvrière internationale. C'est pourquoi les derniers « succès » diplomatiques du Kremlin compromettent terriblement l'U.R.S.S. et sèment un trouble extrême dans les rangs du prolétariat international.

L'insurrection sur deux fronts.

Mais puisqu'on en est là, disent certains camarades, est-il vraiment opportun de parler de la défense de l'U.R.S.S. et des régions occupées ? N'est-il pas plus judicieux d'appeler les ouvriers et paysans de l'ancienne Pologne à se révolter à la fois contre Hitler et contre Staline ? Bien sûr, la tentation est grande. Si la révolution éclatait en même temps en Allemagne et en U.R.S.S., jusques y compris les régions nouvellement occupées, cela résoudrait d'un seul coup la plupart des problèmes. Mais notre politique ne peut se fonder sur l'éventualité d'un concours de circonstances particulièrement heureux. La question qui se pose est la suivante : quelle attitude adopter si, avant d'avoir été balayé par la révolution, Hitler envahit l'Ukraine, avant que la révolution ait pu faire disparaître Staline ? Les partisans de la IV^e Internationale devront-ils, dans ce cas, lutter contre les troupes de Hitler comme ils ont lutté en Espagne dans les rangs des troupes républicaines contre Franco ? Nous soutenons, bien sûr, entièrement l'idée d'une Ukraine soviétique indépendante (indépendante d'Hitler et de Staline). Mais quelle attitude adopter si Hitler cherche à s'emparer de l'Ukraine avant même qu'elle ait pu accéder à cette indépendance et alors qu'elle se trouve aux mains de la bureaucratie stalinienne ? La IV^e Internationale répond : nous défendrons contre Hitler cette Ukraine asservie par Staline.

La « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. ».

Que signifie l'expression : « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. » ? Cela signifie que nous ne posons aucune condition à la bureaucratie. Cela signifie que, indépendamment des motifs et causes de la guerre, nous défendons les fondements sociaux de l'U.R.S.S. si et quand ils sont menacés par l'impérialisme.

Certains camarades nous disent : et si demain l'Armée rouge envahit l'Inde et réprime le mouvement révolutionnaire, est-il possible que là aussi nous ayons à la soutenir ? Cette façon de poser le problème est proprement aberrante. D'abord, on ne voit absolument pas ce que l'Inde vient faire ici ? N'est-il pas plus simple de dire : devons-nous, oui ou non, soutenir l'Armée rouge quand elle intervient en U.R.S.S. même pour briser les grèves ouvrières ou les protestations paysannes contre la bureaucratie ? La politique extérieure est un prolongement de la politique intérieure. Nous n'avons jamais promis de soutenir toutes les actions de l'Armée rouge qui n'est en fait qu'un instrument aux mains de la bureaucratie bonapartiste. Nous avons seulement promis de défendre l'U.R.S.S., en tant qu'Etat ouvrier et uniquement ce qu'en elle relève de l'Etat ouvrier.

Un casuiste habile pourrait dire : si les masses populaires insurgées en Inde battent l'Armée rouge, indépendamment du caractère du « travail » qu'elle accomplit, cela affaiblira l'U.R.S.S. A cela nous répondons : l'anéantissement du mouvement révolutionnaire en Inde avec la participation de l'Armée rouge représenterait un danger infiniment plus grand pour les fondements sociaux de l'U.R.S.S. qu'une défaite épisodique des détachements contre-révolutionnaires de l'Armée rouge en Inde. Dans tous les cas, la IV Internationale saura discerner où et quand l'Armée rouge intervient seulement en tant qu'instrument de la réaction bonapartiste et où elle défend les fondements sociaux de l'U.R.S.S.

Un syndicat, dirigé par des gredins réactionnaires, lance un ordre de grève pour protester contre l'admission des noirs dans une branche donnée d'industrie. Soutiendrons-nous une grève aussi indigne ? Bien sûr que non. Mais, supposons maintenant que les patrons de l'entreprise cherchent, en profitant de cette grève, à démembrement le syndicat afin de rendre impossible toute défense organisée des ouvriers. Il est clair que, dans ce cas, nous défendrons le syndicat en question, malgré sa direction réactionnaire. Pourquoi cette même politique ne peut-elle être appliquée à l'U.R.S.S. ?

Directives fondamentales.

La IV^e Internationale a fixé le principe fondamental suivant : dans tous les pays impérialistes, qu'ils soient alliés à l'U.R.S.S. ou qu'ils appartiennent au camp adverse, les partis prolétariens doivent, en temps de guerre, développer la lutte de classe aux fins de s'emparer du pouvoir. En même temps,

le prolétariat des pays capitalistes doit garder présents à l'esprit les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. (ou des révolutions coloniales), et en cas de nécessité absolue, recourir aux actions les plus énergiques, par exemple : grèves, actes de sabotage, etc. L'équilibre des forces a radicalement changé dans le monde depuis que la IV^e Internationale a formulé cette directive, mais celle-ci garde toute son actualité. Si demain l'Angleterre ou la France menaçaient Léninegrad ou Moscou, les ouvriers britanniques et français devraient prendre les mesures les plus radicales pour empêcher l'envoi des soldats et des munitions. Au contraire, si Hitler se trouvait, par la force des choses, contraint à envoyer des munitions à Staline, les ouvriers allemands n'auraient, dans ce cas particulier, aucune raison de recourir à la grève ou au sabotage. Personne, j'espère, ne proposera d'autre solution.

« Révision du marxisme » ?

Certains camarades ont visiblement été surpris de me voir parler dans mon article du système de « collectivisme bureaucratique » comme d'une possibilité théorique. Ils y ont vu une révision complète du marxisme. Il y a manifestement, là, un malentendu. La conception marxiste de la nécessité historique n'a rien de commun avec le fatalisme. Le socialisme ne se fera pas « tout seul », mais par la lutte de toutes les forces vives, des classes et de leurs partis. Le prolétariat possède dans cette lutte un avantage essentiel, du fait qu'il représente un progrès historique, alors que la bourgeoisie incarne la réaction et la décadence. C'est en cela que réside la source de notre certitude de la victoire. Mais nous avons parfaitement le droit de nous demander : quel caractère présenterait la société si les forces de la réaction l'emportaient.

Les marxistes ont maintes et maintes fois formulé l'alternative suivante : ou le socialisme ou le retour à la barbarie. Après « l'expérience » italienne nous avons mille fois répété : ou le communisme ou le fascisme. Le passage effectif au socialisme devait fatalement montrer que le problème était infiniment plus complexe, plus délicat et plus contradictoire que ne l'avait prévu le schéma historique général. Marx a parlé de la dictature du prolétariat et de son dépérissement ultérieur, mais il n'a rien dit de la dégénérescence bureaucratique de la dictature. Nous sommes les premiers à observer et à analyser par l'expérience une telle dégénérescence. Est-ce là une révision du marxisme ?

Le cours des événements a déjà pu démontrer qu'un retard

dans l'accomplissement de la révolution socialiste engendre des phénomènes manifestes de barbarie : chômage chronique, paupérisation de la petite-bourgeoisie, fascisme et enfin guerres d'extermination qui ne règlent rien. Quelles formes sociales et politiques pourrait prendre cette nouvelle barbarie, en admettant théoriquement que l'homme ne parvienne pas au socialisme ? Nous disposons à ce sujet de données beaucoup plus concrètes que Marx. Le fascisme d'une part, la mutation de l'Etat soviétique d'autre part donnent une idée des formes sociales et politiques que revêtirait cette nouvelle barbarie. L'alternative — socialisme ou esclavage totalitaire — n'a pas seulement un intérêt théorique, mais aussi une énorme signification agitative, car elle illustre de façon particulièrement probante la nécessité de la révolution socialiste.

La révision de Marx, s'il faut en parler, est en fait l'œuvre de ces camarades qui veulent établir un nouveau type d'Etat qui ne serait « ni bourgeois », « ni ouvrier ». Comme l'alternative que j'ai exposée plus haut pousse leur raisonnement jusqu'au bout, il se trouve que certains de ces critiques, épouvantés des conclusions qui découlent de leurs propres théories, m'accusent de procéder à... une révision du marxisme. Je veux croire qu'il ne s'agit que d'une plaisanterie amicale.

Le droit à l'optimisme révolutionnaire.

Dans mon article « L'U.R.S.S. en guerre », j'ai essayé de montrer que la perspective d'un Etat exploiteur « non-ouvrier » et « non-bourgeois » ou de « collectivisme bureaucratique » est pour le prolétariat international une perspective de défaite et de déclin complet, une perspective d'un profond pessimisme historique. Disposons-nous de bases concrètes pour justifier une telle supposition ? Il n'est pas inutile, à cet égard, de nous référer à nos ennemis de classe.

Le supplément hebdomadaire du journal parisien *Paris-Soir* du 31 août 1939 rapporte la conversation fort édifiante de l'ambassadeur français Coulondre et de Hitler en date du 25 août, au moment de leur dernière entrevue (information vraisemblablement transmise par Coulondre lui-même) ; Hitler bave et se vante du pacte qu'il vient de conclure avec Staline (un « pacte réaliste ») et regrette qu'il faille faire couler du sang français et allemand. « Mais, rétorque Coulondre, Staline fait preuve d'une grande hypocrisie. Le grand vainqueur, en cas de guerre, sera Trotsky. Y avez-vous songé ? »

« Je sais, répond le Führer, mais pourquoi la France et l'Angleterre ont-elles donné à la Pologne une complète liberté

d'action, etc. » Le fantôme de la révolution se pare pour ces messieurs d'un nom. Mais ce n'est pas là, bien entendu, que réside l'essentiel de ce dialogue dramatique, au moment même de la rupture des relations diplomatiques. « Vous savez bien que la guerre mènera inévitablement à la révolution », insinue ce représentant d'une démocratie impérialiste, pour effrayer son ennemi, alors qu'il est lui-même épouvanté jusqu'à la moëlle des os. « Je sais, répond Hitler, comme s'il parlait d'une question depuis longtemps résolue, je sais. » Dialogue étonnant !

Hitler et Coulongre représentent tous les deux la barbarie qui menace l'Europe. En même temps, ils ne doutent pas un instant que la révolution socialiste l'emportera sur leur barbarie. Telle est actuellement la mentalité des classes dirigeantes de l'univers capitaliste. Leur complète démoralisation est un des principaux éléments dans le rapport des forces de classe. Le prolétariat a une direction révolutionnaire jeune et encore faible. Mais la direction de la bourgeoisie pourrit sur pied. En commençant une guerre qu'ils n'ont pas su éviter, ces messieurs sont d'avance persuadés de l'effondrement inéluctable de leur régime. Ce seul fait doit être pour nous une source intarissable d'optimisme révolutionnaire.

Coyoacan, le 18 octobre 1939.